

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 15 OCTOBRE

N° 280 1,50 F

Belgique : 15 FB

Commission paritaire : 56 942

CHINE

COMMUNIQUÉ
DE L'AGENCE
CHINE NOUVELLE

Pékin, 10 octobre. Sous le titre : «*l'aspiration commune de centaines de millions d'hommes*», le «*Quotidien du Peuple*», «*Drapeau Rouge*» et le «*Quotidien c' l'Armée*» publient aujourd'hui un éditorial dont voici le texte intégral :

Au moment où tout notre Parti, toute notre armée et tout notre peuple honorent avec une profonde affliction la mémoire du Président Mao, s'engagent à rester fidèles à sa volonté et poursuivent leur marche victorieuse à la lumière de sa ligne révolutionnaire, le Comité Central du Parti Communiste Chinois, le Comité permanent de l'assemblée populaire nationale, le conseil des affaires d'Etat et la commission militaire du Comité Central du Parti Communiste Chinois ont publié la décision relative à la construction d'un palais commémoratif du Président Mao Tsé-toung, notre grand dirigeant et grand éducateur, et le Comité Central du Parti Communiste Chinois a publié la décision concernant la publication des «*œuvres choisies de Mao Tsé-toung*» et les travaux préparatoires à la publication des «*œuvres complètes de Mao Tsé-toung*». Evénement d'une importance capitale dans la vie politique du peuple chinois, dans les annales du développement du marxisme et dans l'histoire du mouvement communiste international, ces deux décisions importantes sont d'une signification politique majeure et aussi d'une portée historique, profonde et durable.

Suite p. 6

LA CRISE S'AGGRAVE

LA BOURGEOISIE INQUIÈTE ET DIVISÉE

Signe de l'aggravation de la crise, le scepticisme gagne en ampleur au sein de la classe au pouvoir sur les chances de succès du plan Barre. A peine ce plan vient-il d'être lancé que tout indique que la bourgeoisie n'y croit pas.

Accueilli par la volonté unanime exprimée le 7 par les travailleurs pour le mettre en échec, la discussion au Parlement des mesures financières du plan s'accompagne d'une chute de plus en plus rapide du franc. «*Aujourd'hui le franc est en solde !*» disent les experts. Si ça continue, disent les commentateurs de la presse bourgeoise, c'est un plan de sauvetage du franc qu'il faudra préparer, disent les mêmes experts. Sans doute, y a-t-il dans cette baisse une part de chantage à la crise,

mais, à la base, il y a la fin de la reprise économique, un déficit de la balance commerciale d'ores et déjà chiffré à dix milliards de francs et la récession en perspective pour 77. Il y a aussi la crainte des luttes qui s'annoncent. Et les mesures de redéploiement économique mises à l'ordre du jour par le plan sont elles-mêmes significatives de la situation d'un impérialisme qui manœuvre en recul.

Au sein de la bourgeoisie en difficulté, l'heure n'est pas à serrer les coudes : les divisions s'accroissent.

Alors que Chirac déclare ses faveurs pour l'impôt sur le capital, partageant sur ce point la position des partis de gauche, Barre lui rétorque en criant à «*la légèreté*» et

à «*l'irresponsabilité*». Mais qu'une divergence sur un problème fondamental — l'impôt sur le capital a avant tout valeur démagogique — c'est la discordance ouvertement étalée à cette occasion qui est révélatrice de l'usure d'une classe qui se sent de plus en plus dans l'impasse.

Le sondage de l'Expansion selon lequel 73 % des chefs d'entreprise s'attendent à voir la gauche accéder au gouvernement en 78, vient accentuer le malaise au sein du régime.

Mais, l'impasse n'est pas seulement pour les gouvernants actuels. C'est bien d'une crise de l'ensemble de la bourgeoisie et de ses différents partis, dont il s'agit. Car pour les solutions de rechange à «*gauche*» aussi, c'est l'impasse. En témoigne l'extrême retenue avec laquelle le Parti Socialiste formule ses critiques au plan Barre. Comment en serait-il autrement puisque ce plan a largement puisé, picoré, dit Chevènement, dans le plan du PS. Mitterrand, dans sa conférence de presse d'hier, se contente de demander au gouvernement : «*Agissez mieux !*» Quant au PCF, qui craint d'être le dindon dans une formule de gouvernement Giscard-Mitterrand après 78, il s'efforce avant tout de préserver son alliance avec le PS et ne peut que lui emboîter le pas dans la modération, même s'il entend s'appuyer sur le mécontentement populaire pour reconquérir la place perdue au sein de l'«*union de gauche*».

En faisant grève et en descendant dans la rue, les travailleurs, par million, le 7 octobre, ont accéléré la crise du régime. Rejetant le plan Barre, et toutes les formules de «*sauvetage*» du même acabit, les travailleurs sont décidés à développer l'offensive ouvrière pour accélérer cette crise de la bourgeoisie et la décomposition de son régime pourri.

● **Les travailleurs bisontins à l'action contre le plan Barre.** p.4

● **Usinor-Dunkerque : les «Mataglo tiennent bon !** p.5

● **Les paysans de la Manche et les conséquences de la sécheresse : interview d'un petit paysan.** voir p.9

● **33^{ème} congrès des cheminots CFDT à Montpellier : un bilan contesté.** voir p.5

BUDGET 1977 DE LA SANTÉ

AGGRAVATION DE LA MÉDECINE À LA CHAÎNE

Le projet de budget de la santé pour 1977, qui a été rendu public par le ministère de la Santé, marque une stagnation nette des dépenses affectées à ce titre. Il s'élève à 13,6 milliards de francs contre 12,3 en 1976, c'est-à-dire une augmentation (apparente) de 10,6 %. Compte-tenu du taux d'inflation, que l'on peut évaluer à 15 %, cela veut dire que le budget marquera le pas l'année prochaine. Les crédits de «*dépenses ordinaires*» s'élèvent à 11,85 milliards de francs et les dépenses en capital à 1,679 milliards d'autorisations de programmes et 1,148 milliards en

«*crédits de paiements*». A l'intérieur de ce mini-budget, six axes essentiels nous sont proposés.

«*La prévention médico-sociale et l'action sociale volontaire*». Une légère augmentation de ce poste est prévue pour «*améliorer la prévention*», c'est à dire, les campagnes démagogiques, anti-tabac qui visent à culpabiliser les travailleurs à justifier des restrictions en matière de dépenses de santé, soins et médicaments.

«*La formation des personnels saitaires et so-*

ciaux» et «*l'humanisation des hôpitaux*».

Le ministre insiste sur «*l'effort accompli en faveur des personnels para médicaux*». 60 millions de francs sont prévus pour la construction de nouvelles écoles notamment d'infirmières. En réalité cette mesure ne vise qu'à atteindre un roulement suffisant d'infirmières dans les hôpitaux. En effet au bout de 5 à 8 ans la majorité des infirmières quittent les hôpitaux, en raison du manque d'effectif et des conditions de travail scandaleuses qui y règnent.

Suite p.3

CONTRE L'ATTAQUE DES SYRIENS ET DES FASCISTES SOUTENUS PAR ISRAËL

RESISTANCE HEROIQUE DE ALEY, BEYROUTH, SAIDA, TRIPOLI

Dans la nuit de mercredi à jeudi, les chars syriens ont envahi la localité de Bamdhoin près de Beyrouth. Hier matin, les forces palestiniennes et libanaises affrontaient les chars qui ne pouvaient avancer. A Aley, les missiles et les obus syriens pleuvent sans interruption sur la ville. La violente résistance opposée par les défenseurs de la route de Beyrouth empêche les chars de progresser rapidement sur Beyrouth.

Après avoir attaqué depuis Jezzine en direction de Roum et de Jbaa, les chars syriens en route

pour Saïda sont ralentis et n'ont pu encore occuper toutes les localités dont ils voulaient s'emparer.

En déclenchant l'offensive sur tous les points à la fois, Assad essaie de liquider définitivement la résistance palestinienne au Liban et le mouvement national libanais. Ce faisant, il a matérialisé une alliance tacite avec Israël depuis le début des combats au Liban.

La résistance héroïque des patriotes libanais et des feddayins est une étape du combat de tous les peuples arabes pour l'indépendance et la liberté.

Paris
**APRES LE 7 OCTOBRE
CONSTRUISONS
L'OFFENSIVE OUVRIÈRE !**
MEETING
DES FÉDÉRATIONS PARISIENNES DU
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste
VENDREDI 15 OCTOBRE
20 H 30 - MUTUALITÉ
Salle B

ÉCONOMIE

LE PROJET ECONOMIQUE DU P.S.

Tenter de sortir l'impérialisme français de l'ornière

SOCIALISME DU PROFIT

«Je vous rappellerai que nous ne considérons pas le profit comme mauvais en soi. Au contraire. Il est gage de créations de richesses et condition du progrès commun».

ASSAINIR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

«Ce plan ne contient que des mesures conjoncturelles dont aucune ne répond à une volonté d'assainissement des structures mêmes de l'économie française». (Cl. Estier - 24 sept. 76)

LA PORTE RESTE OUVERTE

«Je pose la question, en particulier aux dirigeants socialistes : rejettent-ils en bloc le programme de R. Barre ou acceptent-ils, au Parlement, une discussion franche et constructive sur les mesures de redressement économique ?»

(J. Dominati, secrétaire général des R.I. 25.9.76)

«Aujourd'hui les instruments de réflexion de la gauche sont meilleurs que ceux du gouvernement et nous avons une meilleure capacité à prévoir».

(Michel Rocard - déc. 1975)

QUI PILLE L'AUTRE ?

«Je vois que M. Mitterrand a de bonnes lectures. Son contre plan reprend notamment des propositions précises de mon rapport «anti-gaspillage»... Les propositions de M. Mitterrand vont dans le sens de l'action entreprise par le gouvernement, nous progressons ainsi dans la bonne voie, trop lentement sans doute».

(V. Ansquer - ex-ministre du commerce - sept. 75)

LE PATRONAT, LES SOCIALISTES ET LE PLAN BARRE

«Le plan Barre n'a choisi ni la hardiesse conservatrice faisant appel à la confiance à la manière de Pinay, ni la hardiesse socialiste imposant un sévère dirigisme des prix, des revenus, et des réformes de structures. Le plan Barre se situe entre ces deux conceptions et au milieu : c'est ce qu'on appelle «gouverner au centre». Espérons que cela n'équivaudra pas à s'asseoir entre deux chaises». (L'Usine Nouvelle - 30 sept. 76)

Ce qui signifie à la fois que le plan Barre a largement emprunté au «projet socialiste» mais sans aller jusqu'au bout. On comprend à la fois l'embaras du PS et le reproche fait à Giscard de n'avoir pas fait un plan assez vigoureux !

Décidément, le terme de socialisme est bien galvaudé aujourd'hui. Le seul changement de cap possible, qui évite la dépendance à l'égard de l'hypercapitalisme (sic) et ses contradictions, c'est d'aller vers le socialisme (Plan économique du PS). Quel est ce «socialisme» que nous propose le PS ? Mitterrand nous donne la réponse dans une lettre ouverte à Ferry, patron de la sidérurgie : «Je

vous rappellerai que nous ne considérons pas le profit comme mauvais en soi, au contraire». Voilà qui est clair : le «socialisme» de Mitterrand c'est le règne du profit, «condition du progrès commun». (Sans doute commun aux capitalistes et aux travailleurs !). Un «socialisme» tout à fait synonyme de capitalisme et de profit.

DES RÉFORMES DE STRUCTURES POUR ASSAINIR L'ÉCONOMIE IMPÉRIALISTE

Tout comme la politique de Barre, qui après le lancement de son plan annonce le deuxième étage de sa fusée (les transformations structurelles de la société), le projet du PS est axé sur des «réformes de structures». Restructurations, nationalisations limitées, plus quelques gadgets à la mode, voilà les réformes

France son autonomie technologique». Non, ce ne sont pas des extraits du discours de De Gaulle ou d'un quelconque ministre de l'industrie ! Ce sont des citations du programme économique du PS. La confusion est pourtant possible car c'est, ni plus ni moins, la politique inaugurée par De Gaulle lors du V^e plan, poursuivie par Pompidou et Giscard avec moins de «volontarisme» en raison des rapports de force situant la France dans la position d'un impérialisme secondaire.

A la domination des multinationales étrangères, le PS oppose la perspective de constituer des multinationales françaises. C'est ce que la bourgeoisie française s'emploie à faire depuis bientôt quinze ans avec de nombreux échecs.

Cela n'a évidemment rien de tentant pour les travailleurs qui font les frais de la constitution de ces grands groupes : développement du chômage, intensification du travail. Les travailleurs de PUK sont bien placés pour témoigner !

me au capital privé... «Je crois qu'il n'y a pas de libre entreprise aujourd'hui ni d'indépendance économique sans un secteur public fort» (Mitterrand). C'est donc au nom des intérêts d'ensemble du capital, pour aider la bourgeoisie à sortir de la crise, que le PS opte pour un programme limité de nationalisations.

Que peuvent représenter pour les travailleurs de telles nationalisations ? Rien de bon. Car ces entreprises devront rester soumises à la concurrence notamment internationale, nous dit Mitterrand. Bien sûr puisque, selon les critères du profit, la concurrence est le garant de la rentabilité. Or c'est la concurrence capitaliste qui conduit sans cesse à remplacer des travailleurs par les machines, à intensifier le travail de ceux qui restent à comprimer au maximum les salaires.

Cette politique de nationalisation du PS s'inscrit dans un projet plus large visant à consolider le rôle économique de l'Etat comme défenseur des intérêts d'ensemble de la bourgeoisie. Mais est-il possible de faire mieux dans ce domaine que Giscard ? Oui, si l'on franchit comme les révisionnistes le pas conduisant au capitalisme d'Etat. Mais le PS reste en deçà du PCF et se contente de ses petites réformes de structure.



fondamentales du PS.

Entreprendre une restructuration compétitive et sélective, avoir une politique industrielle volontariste et sélective et encourager la constitution de grands groupes de taille à assurer à la

Les bénéficiaires de cette politique ont été les monopoles de la sidérurgie, de la chimie, de l'électronique... Car la sélection par la compétitivité, règle dominant les rapports entre impérialismes, cela signifie la concentration du capital.

LES NATIONALISATIONS LIMITÉES

A la différence du projet du PCF faisant des nationalisations l'objectif central de sa lutte pour la constitution d'un capitalisme d'Etat, le programme du PS ne voit dans les nationalisations qu'un outil destiné à orienter l'économie actuelle et à l'entraîner. Mitterrand, désireux de rassurer les capitalistes, souligne à toute occasion que la nationalisation de quelques monopoles (banques et entreprises industrielles : Dassault, Roussel-Uclaf, Rhône-Poulenc, ITT-France, Thomson-Brandt, Honeywell-Bull, Puk, Saint-Gobain-Pont à Mousson et CGE, plus peut-être la sidérurgie) ne doit pas faire disparaître l'entreprise privée. Bien au contraire les entreprises nationalisées doivent «entraîner dans leur sillage des firmes privées concurrentielles». (Lettre à Ferry). Les nationalisations proposées ont donc en fait pour but de recréer les conditions d'une saine concurrence redonnant son dynamisme

LUTTES CONTRE LES INÉGALITÉS ET GADGETS MODERNISTES

On voit donc que ces réformes de structures sont parfaitement admissibles par la bourgeoisie. Bien plus, elles visent les mêmes objectifs que ceux poursuivis depuis 15 ans : donner à l'économie française une plus grande capacité concurrentielle, assainir ses structures. Même convergence sur le thème de la lutte contre les inégalités conçue au PS comme la lutte contre «les revenus spéculatifs et toutes les rentes de situation». Pour le PS l'inégalité n'est pas une conséquence du système même du salariat mais de ses excès. Plus que lutter contre les inégalités c'est en fait encore assainir l'économie que recherche le PS en réclamant la lutte contre les spéculateurs et autres profiteurs.

UN PLAN QUI PLONGE LE PS DANS L'EMBARRAS

Le PS a répondu de façon bien molle au plan Barre. C'est qu'il est fort embarrassé pour critiquer une politique qui vise globalement les mêmes objectifs que ceux énoncés par Mitterrand dans son plan économique de l'année dernière, qui reprend même certaines mesures concrètes du plan «socialiste». Celui-ci répondait au «plan de soutien» à l'économie de Giscard. On attend avec impatience aujourd'hui le contre-plan de Mitterrand face à celui de Barre ! Mais viendra-t-il ? Pourtant le PS, parti d'opposition parlementaire, cosignataire du programme commun se devait de critiquer ce plan. Il l'a fait

sur trois thèmes forts significatifs.

- C'est un plan d'austérité pour «tous les français» ! Mitterrand inclut les cadres supérieurs gagnant plus de 18 000 F par mois, touchés par les mesures fiscales du plan Barre. Voilà la conception «socialiste» de la lutte contre les inégalités !

- En second lieu c'est une série de «mesures conjoncturelles dont aucune ne répond à une volonté d'assainissement des structures mêmes de l'économie française». Si sur ce point le PS se trompe lourdement, cette

prise de position a l'avantage d'indiquer clairement ce que sont les objectifs fondamentaux du PS : assurer le redressement de l'économie capitaliste.

- Enfin c'est un programme électoraliste. C'est là que le plan Barre gêne le plus un parti qui n'a comme préoccupation immédiate que de gagner des voix pour accéder au gouvernement. Car de fait le plan Giscard-Barre, dans ses modalités concrètes, s'inscrit habilement dans le calendrier électoral : donner un bon tour de vis tout de suite pour qu'au moment des élections la situation économique pa-

raisse rétablie (la promesse de Barre d'accorder... à la fin de 1977 quelques miettes aux salariés, si tout va bien, annonce clairement la tactique du gouvernement).

Ce que le PS reproche en fait au plan Barre c'est donc de ne pas être assez rigoureux, pas assez efficace pour redresser la situation de la bourgeoisie française. Il est vrai que si le PS venait au gouvernement en 78, avec ou sans le PC, il aimerait trouver une conjoncture assainie par ses prédécesseurs ! Cela éviterait de se salir les mains.

BUDGET 77 DE LA SANTÉ

DE GRAVES MENACES POUR LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

Après avoir espéré un moment les retenir grâce à des hausses de salaires, la bourgeoisie a trouvé une autre méthode moins coûteuse en multipliant les écoles d'infirmières, elle augmente le nombre d'infirmières qui «ne font que passer», pour faire tourner les services hospitaliers. Elle compte trouver assez de candidats à ces écoles compte tenu de la pression du chômage, malgré les salaires de misère qu'elle accorde aux élèves infirmières sous prétexte de leur donner une «formation» !

«L'humanisation des hôpitaux» reste une des «actions prioritaires» de ce budget. Weil se flatte d'avoir fait diminuer considérablement le nombre de salles communes (1 milliard a été affecté à ce poste en trois ans). Mais si le décor s'est amélioré, sans nul doute, dans un certain nombre d'hôpitaux (pour tenir la concurrence face aux cliniques privées et attirer la «clientèle») peut-on parler pour autant d'humanisation ? Les chambres à 4 lits demandent plus de personnel pour la surveillance des malades que les anciennes salles communes or, pendant le même temps, le personnel a été réduit, particulièrement l'après-midi et la nuit et pendant les périodes de congé. Les services fonctionnent en permanence avec un effectif inférieur au minimum nécessaire, la médecine à la chaîne s'est aggravée et la qualité des soins s'est dégradée considérablement.

Le travailleur malade est souvent isolé, mal soigné, les erreurs se multiplient. L'hépatite virale, maladie professionnelle due aux accidents dont la hausse des cadences est responsable, a étendu ses ravages. Enfin, le terme de cette politique de

recherche est en dessous de tout ce qui est nécessaire : 182 emplois sont créés à l'INSERM ! L'orientation même des recherches reste fidèle aux orientations de la bourgeoisie : hyper spécialisation et mise à l'écart de l'étude des «affections de masse» au

accordées «en faveur de la famille» : quelques travailleurs familiaux de plus (mais rien en faveur des nourrices). Un certain nombre de subventions sont accordées pour favoriser «le maintien à domicile des personnes âgées et des handicapés» de préférence à la construction de locaux. Derrière les considérations humanitaires sous lesquelles ces mesures sont présentées (le souci de ne pas bouleverser la vie des personnes âgées) la véritable préoccupation du pouvoir est de mettre sur pied un système «d'aides à domicile» ou par «secteurs» qui coûte infiniment moins cher que l'hospitalisation. En ce qui concerne les handicapés ces mesures ne briseront en rien le ghetto dans lequel le capitalisme les enferme.

Le mini-budget 77 de la santé, qui ne représente que 4% du budget total de l'Etat, est au total un budget de restriction qui s'inscrit dans le dispositif général anti-populaire du plan Barre. Avec son complément, le budget de la Sécurité Sociale, il vise à réduire de façon considérable la consommation de santé des travailleurs en limitant les dépenses d'un côté, en dégradant la qualité des soins de l'autre. Aggravation de la médecine de classe, exploitation accrue des hospitaliers, le budget 77 est au total porteur de menaces graves pour la santé des travailleurs.

Pierre PUJOL



renovation nous est annoncé : S. Weil a annoncé son intention de ne pas laisser «proliférer le béton», c'est-à-dire que désormais l'administration choisira de «bricoler» des bâtiments vieux de plusieurs siècles.

«Des miettes pour la recherche». La hausse des crédits de

profit de travaux portant sur «les affections du cerveau», la reproduction, la pharmacologie moléculaire et clinique. Une exception due sans doute au retentissement des révélations faites sur ce sujet ces dernières années : la périnatalogique (étude des affections de la naissance) sera mise à l'étude.

Enfin quelques aides sont

Délinquance : R. Aron au secours de Poniatowski

Raymond Aron, plume du Figaro, a volé au secours de Poniatowski devant la «commission sur les causes de la violence, de la délinquance et de la criminalité», dirigée par Peyrefitte, et dont l'objet est de s'ingénier à forger des justifications au déploiement policier décidé par le ministère de l'intérieur.

En ce sens, la médaille de la servilité revient bien à Raymond Aron, qui n'a pas hésité à affirmer que la délinquance est due à la mauvaise «insertion des jeunes dans la société», que ni la famille, ni l'école, ni le travail (il ne manque plus que l'église...) ne parviendraient à réaliser.

Raymond Aron sait que le véritable problème, c'est celui de la révolte de la jeunesse contre une société capitaliste de l'ennui, de l'oppression, du chômage et de la répression. Aussi prétend-il apporter des remèdes à cette révolte. D'abord, il conviendrait de poursuivre la tentative de la bourgeoisie de dénigrement

de la Résistance : en effet, pour Aron, c'est depuis cette époque héroïque que les jeunes ont «gardé l'exaltation du hors-la-loi contre l'ordre considéré comme injuste». Ensuite, il faudrait développer des loisirs organisés par la bourgeoisie qui seraient un exutoire à cette révolte et permettraient un «défoulement collectif». Aron s'est bien gardé de dire, que, pour justifier le renforcement du quadrillage policier, son maître Poniatowski avait annoncé une augmentation de 145% de la délinquance juvénile en 7 ans, «oubliant» de préciser que dans cette même période, le nombre de mineurs déferés à la justice n'avait augmenté que de 5%, et le nombre d'affaires classées sans suite en raison du manque de preuves avait, lui, plus que doublé ! On le voit, tout à sa sale besogne, Aron n'a guère pris le temps de s'interroger sur le trucage systématique des chiffres du ministère de l'intérieur.

C. NOËL

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE



Nous parlions hier à propos des mesures annoncées par Poniatowski pour la «sécurité routière» de l'utilisation de caméras destinées théoriquement au contrôle de la circulation, mais utilisées également pour filmer les manifestations et épier en permanence. Cette photo montre une caméra, momentanément recouverte, postée à un carrefour à Caen.

Marseille

POUR LE NOUVEAU PRÉFET DE POLICE DE MARSEILLE :

«IL FAUT MULTIPLIER LES QUADRILLAGES, LES BOUCLAGES ET LES CONTRÔLES DE QUARTIER»

Dix jours après sa nomination, monsieur Camille Michel, le préfet de police a annoncé la couleur. Augmenter la mobilité des effectifs, multiplier dans chaque secteur la présence de la police, pour combattre préventivement la délinquance quotidienne «qui donne à la population un sentiment d'insécurité». Les méthodes pour «soigner ce mal» ne sont pas nouvelles : quadriller systématiquement les quartiers... ouvriers bien sûr. Une innovation quand même : «La police ne peut bien remplir sa mission que si elle a la collaboration de la population» a expliqué le préfet. Déjà le «Provençal», journal de Gaston Defferre, apporte son soutien le plus total comme d'habitude : «//

ne faut pas y voir là un appel à la délation ; simplement l'action de la police en faveur de la sécurité publique doit recevoir l'accord implicite des citoyens». Pourquoi ne pas dire clairement que ce n'est là qu'un élément de l'application du programme commun et le préfet de conclure en songeant à l'Allemagne : «Dans l'avenir, avec la bonne volonté de tous, la sécurité peut-être accrue». Travailleur, acceptez-vous la répression de toute occupation d'usine ou séquestration de patron ? Voilà ce que devrait demander ouvertement cet adepte de Schmidt et les plumitifs de Defferre !

Bureau de Presse Marseille

SUITE DE L'AFFAIRE CECCALDI

La société libérale avancée et pluraliste veut une justice totalement à sa botte. Le moindre écart est sanctionné. La mutation du procureur de la république de Marseille confirme une nouvelle fois que même ceux des magistrats qui jouent leur rôle dans l'appareil judiciaire bourgeois, peuvent être réprimés s'ils ne se montrent pas suffisamment dociles.

C'est en lisant le journal officiel au cours de la semaine dernière que Maurice Marie-Cardine a appris sa nomination à Aix. Ce départ rapide après seulement 2 ans à Marseille étonne l'Union syndicale de la Magistrature qui pour l'instant n'envisage aucune action.

Les questions sont d'autant plus nombreuses que contrairement à la normale ce départ ne fait pas l'objet d'une promotion pour devenir procureur général comme c'est le cas pour presque

tous les procureurs qui ont précédé monsieur Marie-Cardine. Mais, il y a eu l'affaire Ceccaldi dans laquelle ce procureur avait soutenu son substitut devant la commission de discipline du Parquet, allant même jusqu'à soutenir le mouvement de grève lancé par le syndicat de la Magistrature. Autant de prises de position qui ont fait oublier à Guichard, actuel garde des sceaux sa promesse de lever les sanctions pour tous ceux qui ont soutenu Etienne Ceccaldi.

GRANDES MANŒUVRES OU AU THÉÂTRE CE SOIR

Aux alentours de Vesoul, se déroulent du 11 au 14 octobre les grandes manœuvres vendémiaires ; l'armée fait une large publicité autour d'elles, car elles se déroulent sur des terres appartenant à des paysans, ceci pour tenter de faire croire à un rapprochement «armée-nation».

Qu'en est-il en réalité ? Ces manœuvres n'ont aucun caractère militaire, tout a été longuement répété depuis une semaine, c'est une véritable pièce de théâtre. L'armée a loué les terres aux paysans et les négociations au sujet du montant furent laborieuses.

Comment faire croire à un rapprochement armée nation alors que nous, les appelés, n'avons aucun droit et aucune liberté ; nous subissons pendant un an des brimades et des ordres idiots.

Les «opérations paille» où les appelés trimèrent n'ont pas été gratuites, les petits paysans payeront la note.

Nous les soldats continuerons à nous battre pour nos revendications, pour obtenir le droit d'expression et pour dénoncer les tentatives d'intoxication de l'armée.

Le comité de soldats du 35^e RIMECA de Belfort

LUTTES OUVRIÈRES

LES TRAVAILLEURS BISONNTINS À L'ACTION CONTRE LE PLAN BARRE

Reportage Julien LEBLOND

LIP : UNE NOUVELLE ATTAQUE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LES TRAVAILLEURS

En début de semaine, 17 «lip» recevaient une offre d'emploi sur Besançon. Immédiatement, cette manœuvre fut dénoncée en assemblée générale, montrant l'importance d'une riposte rapide. Celle-ci se fit sur deux points. Le premier fut de déterminer qui avait pris cette décision : en fait, en remettant en cause ses dires précédents, (qui aurait pu en douter), c'est le préfet qui a pris cette initiative. Le deuxième point fut sur le contenu réel de ces offres : l'examen minutieux montra le contenu mensonger de ces propositions quant aux salaires et aux horaires de travail. Qu'on en juge ! Emploi proposé à la Sormel : 1 900 F pour 40 heures ! La réalité ? 42 H 30 pour un salaire inférieur. Nombre d'emploi offerts : 15 ! La vérité ? 2.

Cette attaque a permis de préciser les formes de riposte

pour les «lip» : tout d'abord, de réaffirmer qu'ils se battent pour 900 emplois à Palente et pas ailleurs. Il a été décidé également de faire la vérité sur les offres d'emploi sur les boîtes concernées, par la diffusion de tracts et en alertant les sections syndicales, et aussi une campagne d'information envers les chômeurs. Le lien a été clairement établi entre ces attaques et le plan Barre, et la nécessité de développer la riposte. Cette riposte, c'est celle qui se construit aujourd'hui à Besançon. A l'assemblée générale, après discussion sur la «gestion démocratique de la municipalité socialiste», les «lip» sont descendus au tribunal soutenir les grévistes de la CTB, montrant par là que la victoire passe par la construction d'un rapport de forces de toutes les boîtes en lutte contre les plans de la bourgeoisie.

Le président de la chambre de commerce et d'industrie de Besançon, donnait mercredi soir une conférence de presse sur «le développement de l'emploi à Besançon» (1) Des «Lip» étaient présents. — «Vous êtes une délégation de ce que l'on appelle «Lip» ?» interrogea le président, méprisant, devant une table garnie de petits fours. D'après ces messieurs, l'emploi n'aurait pas diminué à Besançon ! — «Et la Rhodia, les compteurs, les «Lip», vous connaissez» demande J. Raguènes de Lip. Alors, le président accusa les «Lip» : «Des entreprises auraient voulu s'implanter et ne l'ont pas fait à cause du climat social. Il y en a même qui envisage de désinvestir à cause de Lip». Ainsi, s'il y a des problèmes d'emploi à Besançon... C'est à cause des «Lip» !

MOBILISATION CONTRE LA JUSTICE DE CLASSE

Il n'a pas fallu plus d'une heure au juge des référés pour expédier l'affaire. A huis-clos, parce que la requête de la mairie PS demandant l'évacuation des grévistes de la CTB requiert «calme et sérénité» !

Deux cents travailleurs aux côtés de ceux de la CTB, les chauffeurs estiment que c'est là un bon succès qui va leur redonner confiance après les tentatives répétées des conseillers généraux et des notables du PS de Besançon de dresser la population contre eux.

Ce sont deux cents travailleurs de Besançon qui se sont rassemblés avant-hier place St Pierre devant le palais de justice. D'abord, les chauffeurs de la CTB des dépôts de Planoise et de la rue du Trey, une cinquantaine de «Lip», des délégations de Schlumberger, Bourgeois, travailleurs des banques. Le rassemblement était appuyé par les Unions locales CFDT et CGT.

plus largement avec les travailleurs de Besançon pour faire échec aux mauvais coups que fomentent la bourgeoisie.

Cette unité qui a commencé à se tisser avant-hier au tribunal, il faut la renforcer aujourd'hui. Face à cette offensive de la bourgeoisie, n'est-il pas nécessaire que se développe sans tarder d'autres initiatives (portes ouvertes, galas de soutien, échanges entre les sections syndicales...)?



LE JUGE PRONONCE L'EXPULSION DES GRÉVISTES DE LA C.T.B.

Forgeons l'unité des travailleurs en lutte pour faire échec à la répression

La justice bourgeoise exauce le vœu de la mairie «socialiste» de Besançon de voir au plus vite déloger par

les flics, les grévistes de la CTB en grève depuis une semaine. En effet, hier à 17 heures, le juge des référés a

prévenu les sept responsables des dépôts de Planoise et de la rue de Trey, qu'ils avaient jusqu'à mardi 19 octobre à midi pour évacuer les locaux. Le juge s'est plu à indiquer que les délais consentis devraient être mis à profit pour qu'un accord intervienne entre syndicats et direction. «C'est donc maintenant à Minjoz le maire de Besançon de faire des propositions», faisait remarquer à la sortie du tribunal le responsable syndical de la CTB devant une cinquantaine de travailleurs de la CTB, Lip, des banques...

ment les a rassemblés et les a déterminés plus que jamais à poursuivre leur combat. Ainsi que le disait un délégué de Planoise : «Puisque c'est l'épreuve de force qu'ils cherchent, nous allons continuer la lutte de plus belle». «Vous pouvez être assurés, disait un délégué de Trey, que nous allons tout faire pour qu'il y ait du monde mardi».

La bourgeoisie, la municipalité, ont clairement fait la preuve de leur intransigence et de leur hargne anti-ouvrière et anti-populaire.

Elles nous imposent des échéances précises : lundi midi et mardi midi les jugements seront exécutoires respectivement pour Renault et la CTB.

Il s'agit maintenant de mettre à profit les délais pour construire d'ici là autour des travailleurs en lutte un large rassemblement qui mettra en échec les plans de répression de la bourgeoisie !

Faut-il préciser que le maire Minjoz, qui ne cesse de répéter à tous vents que «la volonté sociale de sa municipalité ne saurait être mise en cause», refuse obstinément toute négociation ainsi qu'il l'a fait savoir hier encore à l'inspecteur du travail.

Même si tous les «CTB» ne s'attendaient pas à un tel verdict, la célérité du juge-

● SEUTET (LYON 7^e) : APRÈS LE 7, ON CONTINUE !

Les travailleurs n'ont pas repris le travail depuis la grève du 7 octobre. Le plan Barre et les revendications de l'usine pour les travailleurs c'est intimement lié, la direction se retranchant derrière le plan Barre pour revenir sur les accords salariaux passés. La grève continue jusqu'à l'obtention des revendications de salaire.

tion de deux de ses usines : Delta-Chimie et Delta-Tex (soit 250 ouvriers environ) seraient touchées ; un avis d'expropriation des terrains est affiché en mairie. Un «déménagement» sur une usine de Fos d'une partie de la production est en cours.

● GRÈVES EN CHAÎNE DANS LE LIVRE : Après la grève victorieuse de chez Nathan (Paris-Ivry) pour 250 F d'augmentation pour tous, les travailleurs de chez Casterman puis Interform ont déposé un cahier revendicatif, aussi pour les «250 F pour tous tout de suite». Vers une extension du mouvement pour les salaires dans le Livre ?

● MENACES CONTRE L'EMPLOI DANS LA CHIMIE A NICE : La «Société Marseillaise de Sulfure de Carbone» prévoirait la liquida-

MARSEILLE : REFUS DU DROIT DE GRÈVE ET DES LIBERTÉS SYNDICALES À KORFIA-ROVEL

A deux pas de Griffet, au Canet, boulevard Frédéric Sauvage, le patron de Korfia-Rovel n'a toujours pas admis le succès de la journée du 7 octobre contre le plan Barre, si cher à ces dirigeants du CNPF. En plus, les travailleurs de cette entreprise de manutention ont eu l'audace de faire 2 heures de grève le 8 octobre dans son entreprise contre sa décision de licencier un délégué syndical. La lutte des travailleurs lui étant insupportable, il a tout simplement décidé de lock-outer tout le monde, d'y ajouter 3 jours de mise à pied collectifs et de licencier les deux délégués.

blée générale, les travailleurs ont décidé la grève pour exiger la levée de toutes les sanctions. Le patron, dépité, a poussé le ridicule jusqu'à interdire l'accès des vestiaires aux travailleurs, pendant que les dockers permanents de l'usine ont montré leur solidarité en refusant de se montrer sur les chantiers.

Travailleurs du quartier Nord, venez discuter devant l'entreprise en allant à votre travail ou en revenant pour montrer que les libertés syndicales et le droit de grève ne seront pas bafoués sans une riposte d'ensemble !

Correspondant Marseille

En riposte, après assem-

LUTTES OUVRIÈRES

33^e CONGRÈS CHEMINOTS
À MONTPELLIER :

UN BILAN CONTESTÉ !

Ouvert mardi 12 octobre avec la présentation du «rapport d'activité» par le secrétaire général sortant A. Babero, le 33^e Congrès Fédéral des cheminots CFDT (et dernier du genre avant l'unification dans la Fédération Générale des Transports et de l'Équipement) s'achève sur un bilan négatif et fortement contesté, celui d'une des directions les plus soumises aux orientations réformistes confédérales.

Contestés, les dirigeants fédéraux sociaux-démocrates («bon tein» ou du genre «jeunes loups» du CERES, désormais) l'ont été sur pratiquement tous les terrains... En deux jours de travaux dans les 6 commissions prévus, toutes les subtiles mesquineries de répartitions des délégués ont été vaines, quant au «poids» (en page I) du Rapport d'Orientation, laborieusement agencé pour fournir aux propositions réformistes sans effet. Au travers des plans tirés sur la comète autogestionnaire, bon nombre de délégués des catégories d'Exécution ont pu trouver un projet de classe

dans ce qui tient lieu de «perspectives syndicales et politiques» à la future équipe dirigeante 76-79 (celle qui bénéficie du moins de la bénédiction des sorciers) : maîtrises et cadres proposés au Congrès et ce qui à la prétention d'orienter les luttes à venir des cheminots... «Au terme des deux premières journées, nous indiquait un congressiste depuis Montpellier, une impression de flou et d'incertitude se dégage des rapports. Une opposition se cherche et s'exprime de plus en plus chez les cheminots de la base, dans le Congrès, contre le négatif du bilan du

travail d'ensemble de l'équipe fédérale réformiste sortante. La contestation monte, quand on voit le nombre élevé de M.T.C. (maîtrise-techniciens et cadres SNCF) aux postes de responsabilité, leurs discours et positions ; cela suscite une révolte qui va aller en s'approfondissant de la part de l'Exécution (les «basses» catégories, opprimées et exploitées)».

UNE CRITIQUE
DE CLASSE !

L'opposition ? Ce sont tous les cheminots combattifs, tous ceux pour qui sont restés en travers de la gorge les 24 h sans lendemain, l'échec invariable des actions nationales qui se sont succédées depuis la défaite revendicative retentissante de Juin 71 jusqu'à l'étranglement du mouvement de mars dernier, l'impuissance devant les «contrats de misère» et les classifications

de division..., tous ceux qui n'admettent pas qu'une équipe élue (au Congrès de Saint-Etienne en 72) sur un soi-disant «bilan de gauche» de l'impatte de 71 ait fait pendant 4 ans une politique de bluff, de division syndicale, d'échec et de litière pour la droite syndicale confédérale !

L'opposition, c'est aussi ces ouvriers de la voie et de l'équipement, ces accrocheurs et pointeurs des trimes et des gares, ces femmes harcelées nerveusement par la Gestion Centralisée ou la Réserve Electronique et qu'on oublie presque toujours... les petits échelons (E1 à E3) dépossédés d'un syndicalisme de masse et de classe et qui retrouvent pour les diriger dans la Fédération trop souvent les mêmes que chaque jour dans leurs chantiers et services !

Car les incertitudes des Rapports d'Activité et d'Orientation sont celles d'une couche privilégiée, hésitante pour critiquer le capitalisme mais pas pour préparer sa place au soleil. Parmi ces messieurs, il y en a qui rêvent de gérer bien mieux la SNCF avec Mitterrand au pouvoir et d'autres qui lorgnent avec intérêt vers la «gestion démocratique» des révisionnistes ; les avantages (pour eux !) du Capitalisme d'Etat sont, en fait, au cœur de la controverse engagée sur «nationalisation et socialisation», avec le Congrès pour arbitre...

C'est le piètre résultat



d'un alignement de plus en plus inquiétant des effectifs syndiqués CFDT sur la progression des postes de maîtrises et cadres SNCF (dans un contexte général de réduction d'emplois, frappant surtout l'Exécution).

Mais avant la clôture du Congrès, il y a encore place, pour une alternative, fondée sur le bilan des luttes les plus résolues, le refus de l'austérité SNCF comme de la soumission aux visées de

l'union de la gauche. Si les réformistes n'ont comme perspectives que «la revalorisation du rôle du chemin de fer, l'harmonisation des transports, la mise en place d'un service public dynamique et la conquête pour eux-mêmes de pouvoirs de décision dans les entreprises nationalisées», les cheminots n'attendent pas 78 pour s'engager dans l'offensive ouvrière contre la crise et s'affirmer partie prenante d'une issue révolutionnaire.

USINOR-DUNKERQUE :

LES «MATAGGLO» TIENNENT BON

La grève du secteur Mataggio a été reconduite jusqu'à aujourd'hui vendredi. Les travailleurs doivent se retrouver en assemblée générale pour décider de la poursuite de la lutte et sous quelles formes. Ce sont les travailleurs du secteur, appuyés par les deux syndicats CGT et CFDT qui ont démarré la grève pour la suppression des bas salaires (pas de salaires inférieurs à deux mille francs base quarante heures).

Au bout de quatre jours, la CGT disait : «Il ne faut pas continuer, il faut reprendre le boulot après la journée du 7 octobre, quitte à faire des débrayages de deux heures». Les grévistes savent que faire deux heures sur les huit, c'est accepter de faire le boulot complètement avec des cadences accrues et un salaire réduit ! La CGT cherchera d'autres moyens de briser la grève : travailler huit heures et faire grève huit heures ou bien travailler trente six heures et faire grève trente six heures, et enfin la proposition d'aller voir les chefs de service pour leur demander d'accorder quelques demi-points d'augmentation. C'est gros comme une maison, la CGT se charge d'indiquer au patron comment diviser les grévistes entre eux pour ensuite pouvoir imposer la reprise.

C'est la même attitude que la CGT a adopté à la CMP, autre entreprise de Dunkerque en lutte où le délégué CGT a dit que «l'UL avait donné l'ordre d'arrêter la grève et de poursuivre la lutte sous d'autres formes». Là encore, les grévistes sont passés outre. Partout dans

Usinor, la CGT cherche à saper la lutte par exemple en ne participant pas aux réunions d'information qui se sont tenues ces jours-ci dans tous les secteurs.

Le P«C»F affirme ouvertement sa position par un communiqué dans la presse régionale : «Combien coûte aux travailleurs, la provocation de certains éléments gauchistes qui poussent les salariés à des formes de lutte qui ne sont certes pas les meilleures». Il ne veut pas soutenir des luttes qui risquent d'effrayer les cadres auxquels il fait des clin d'œil en pensant aux élections de 78.

Mais, déjà dans Usinor, de nombreux cégétistes participent aux réunions d'information et débattent du soutien à apporter aux grévistes de Mataggio. Ils refusent la tactique de la direction CGT et menacent de déchirer leurs cartes. Certains secteurs ont déjà débrayé pour leurs revendications. La direction riposte en prétendant faire payer aux travailleurs les frais de strestaries (immobilisation de nombreux navires) qui s'élèvent à deux cent millions d'anciens francs. Un gréviste ironise : «Espérons qu'ils ne nous retireront pas tout

sur le même mois !»

Les travailleurs d'Usinor en ont assez des divisions syndicales qui font que les dernières luttes ont échoué. Ils aspirent à une lutte sans tenir compte des tactiques électorales de la gauche, pour mettre en échec la direction d'Usinor. C'est la lutte de tous les ouvriers, car c'est un acquis fondamental de la classe ouvrière qui est en cause : le droit de grève. Ils n'attendent pas 78.

Correspondant Dunkerque

o CONSTRUCTION-BOIS : DE NOUVELLES ACTIONS : Après les travailleurs de chez Pouteau de Dampierre en Burly et de l'AREA de l'Isère, c'est maintenant les équipes de construction de l'Auto-route à Tours qui sont entrées dans l'action. Avec eux, ce sont les ouvriers de la Sacer (Clermont-Ferrand), de la Rennaise de Préfabrication, de Coignet et Ballot (Région Parisienne), de Montenay à Chartres et de chez Panoxyl (Montignac-Dordogne) qui luttent pour les salaires et les conditions de travail. Les «difficultés» du secteur Bois, Bâtiment et Construction n'arrêtent pas le développement des revendications et de l'action.

LA CFDT CHEMINOT EN CRISE

Montpellier le 14 octobre à vingt heures, (au cours du 33^e Congrès de la CFDT cheminots qui se tient du 12 au 15 octobre à la Grande Motte) une séance de nuit convoquée à la hâte se déroule. Cette réunion est extra-ordinaire à plus d'un titre ! Elle se tient après toute une journée de durs débats où le nouveau secrétaire général «fraîchement» élu, Gilbert Billon a été jusqu'à menacer la Fédération de plonger dans le «chaos» s'il n'était pas assuré de la pleine confiance du Congrès.

Le mécontentement croissant des cheminots CFDT contre la direction fédérale réformiste et son bilan d'échec 72-76 s'est traduit à la veille de la clôture du Congrès : Servanton, (responsable international), Villette (responsable Action Revendicative) et l'ancien secrétaire général Antoine Bar-

bero ont été rayés massivement et se sont retrouvés en queue de liste. Ils n'ont dû leur provisoire salut qu'à la «démission» in extrémis de trois autres candidats dont l'ancien responsable des Agents de Conduite, A. Seckman, après une réunion extraordinaire et houleuse de l'ancien Conseil Fédéral (tenue à huit clos pendant trois heures de suspension du Congrès) ! Faute d'une équipe de rechange, d'une direction alternative unie, le chantage du cadre G. Billon à la «paralysie de la Fédération et disparition des acquis des cheminots CFDT» a pu se tenir et imposer le seuil minimum de votes nécessaires aux réformistes.

LES ATTAQUES DE
LA CONFÉDÉRATION

Cette séance d'affrontements politiques aigus s'est tenue en présence du

confédéral Michel Rollant. Au nom de la Commission Exécutive CFDT, ce dernier s'est livré, à l'occasion du Congrès des Cheminots CFDT, à une démonstration réformiste pratiquement sans précédent : après un passage démagogique sur la nécessité de «lutter contre le plan Barre», de «faire du 23 octobre un succès» et saluant les cheminots «à l'avant-garde de la lutte», il s'en est pris aux «infiltrations politiques dans la CFDT» qui seront «combattues» (attaquant les marxistes-léninistes nominalement et par exemple notre Part, le Parti Communiste Révolutionnaire) ; il a insisté sur la «reprise en main de la CFDT» à effectuer et en souhaitant «le succès de la gauche en 78», pour lequel il affirmait «tout le soutien de la CFDT».

INTERNATIONAL

CHINE

Suite de la p. 1

Le Président Mao est le grand dirigeant de notre Parti, de notre armée et de notre peuple multinational, le grand éducateur du prolétariat international et des nations et peuples opprimés. Il est le soleil rouge qui brillera à tout jamais au fond de notre cœur. Sa glorieuse image sera pour toujours une intarissable source d'encouragement dans notre marche en avant. La décision du Comité Central relative à la construction à Pékin, capitale de notre pays, d'un palais commémoratif de notre grand dirigeant et éducateur, le Président Mao Tsé-toung, permettra aux masses populaires, de générations en générations, de s'incliner devant sa dépouille mortelle, de garder au cœur ses immenses mérites, de se remémorer ses enseignements et, de cette façon, de stimuler leur volonté de combat révolutionnaire. Cette décision correspond donc à l'aspiration commune de huit cents millions de Chinois et à celle des peuples révolutionnaires du monde.

Le Président Mao est le plus grand marxiste de notre temps. Il a continué, sauvegardé et développé en divers domaines le marxisme-léninisme dans les grandes luttes menées sous sa direction pour accomplir la révolution de démocratie nouvelle et entreprendre la révolution et l'édification socialistes dans notre pays, dans

les grandes luttes contre les lignes opportunistes de droite ou «de gauche» au sein de notre Parti, dans les grandes luttes contre l'impérialisme, le révisionnisme moderne ayant comme centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques et contre les réactionnaires de tous les pays. Ses œuvres constituent une synthèse scientifique de l'expérience acquise par le prolétariat et les nations et peuples opprimés dans leur lutte révolutionnaire ; elles sont notre patrimoine idéologique inépuisable. La décision du Comité Central du Parti Communiste Chinois relative à la publication des «œuvres choisies de Mao Tsé-toung et aux travaux préparatoires à la publication des «œuvres complètes de Mao Tsé-toung» constitue une profonde éducation et un immense encouragement pour que tout notre Parti, toute notre armée et le peuple de nos diverses nationalités restent fidèles à sa volonté et mènent jusqu'au bout la cause révolutionnaire prolétarienne. Nous devons répondre avec enthousiasme à l'appel du Comité Central du Parti, imprimer un nouvel essor à l'étude des œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline et du président Mao, nous efforcer d'élever notre niveau théorique marxiste, aiguïser notre prise de conscience quant à la nécessité d'appliquer la ligne et les mesures politiques révolutionnaires du Président Mao, persévérer dans la lutte pour

combattre et prévenir le révisionnisme, et mieux accomplir les diverses tâches de l'œuvre socialiste.

C'est dans les luttes contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur du pays et contre les lignes opportunistes de droite ou «de gauche» au sein du Parti que la pensée maotsetoung s'est développée. Ce n'est donc qu'en étudiant et mettant en pratique la pensée maotsetoung dans la lutte qu'on peut la comprendre et l'assimiler de façon approfondie. A l'heure actuelle, nous devons étudier avec application la théorie du Président Mao sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat et la série de ses importantes directives formulées au cours de la lutte pour critiquer Teng Siao Ping et riposter à la déviation de droite qui contestait les conclusions justes, approfondir cette critique et poursuivre cette riposte. Il nous faut étudier cet enseignement du Président Mao : «Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues» pour lutter résolument contre tous les propos et actes qui vont à l'encontre de ces trois principes fondamentaux. Notre Parti a été fondé par le Président Mao en personne et longuement éprouvé dans les flammes ardentes de la lutte de classes et de

la lutte entre les deux lignes, il est un grand, glorieux et juste Parti. L'expérience historique a prouvé ce fait : détruire notre Parti n'est pas chose facile. Quiconque trahit le marxisme, le léninisme, la pensée maotsetoung et dénature les directives du Président Mao, quiconque pratique le révisionnisme, travaille à la scission, et trame complots et intrigues est voué à l'échec.

«Le noyau dirigeant de notre cause, c'est le Parti Communiste Chinois». Nous devons nous unir très étroitement autour du Comité Central du Parti ayant à sa tête le camarade Houa Kouo Feng, préserver la cohésion et l'unité du Parti, renforcer le sens de l'organisation et l'esprit de discipline, obéir en tout aux ordres du Comité Central du Parti, axer invariablement tout notre travail sur la lutte de classes, maintenir résolument la ligne fondamentale du Parti, persévérer sans défaillance dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, consolider et développer les conquêtes de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, faire la révolution et promouvoir la production, améliorer notre travail, nous préparer activement en prévision d'une guerre, afin d'arracher des victoires encore plus grandes dans la révolution et l'édification socialistes et de continuer de consolider la dictature du prolétariat dans notre pays.

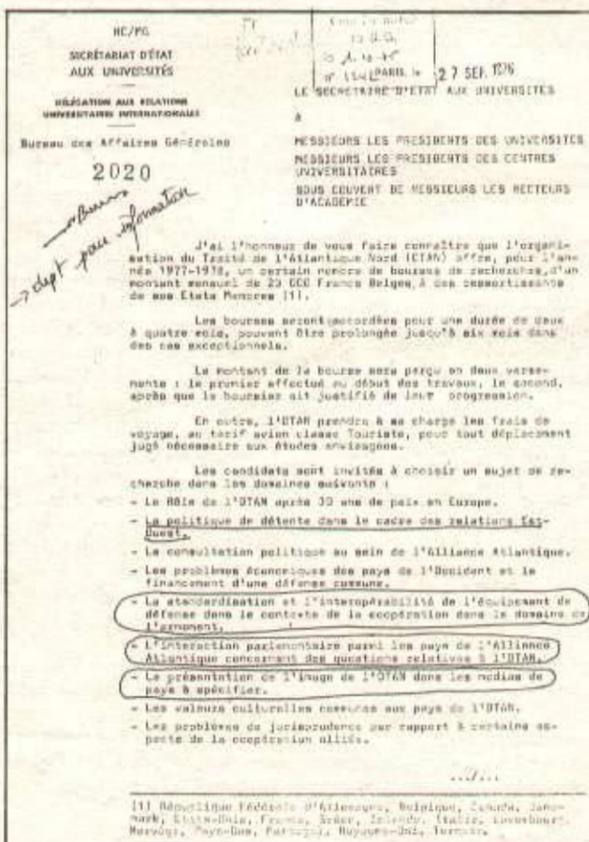
POLITIQUE

L'OTAN FINANCE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE

Le document que nous publions ci-contre, récemment adressé par le secrétariat d'Etat aux universités, aux présidents d'université montre sous un éclairage très cru la nature de certaines branches de la recherche universitaire. Il s'agit du financement par l'OTAN de recherches sur «divers» sujets.

De quoi s'agit-il sinon de donner un aspect «scientifique», en se servant du travail de certains étudiants (dont il est précisé plus loin qu'ils seront soumis à l'avis de personnalités pressenties au sujet de leur aptitude à mener à bien un projet d'étude) aux objectifs politiques de l'impérialisme US en ce qui concerne l'Europe. Politique de détente, pour masquer la rivalité grandissante des Etats Unis et de l'Union Soviétique, et le danger que cela fait courir aux peuples d'Europe. Utilisation des grands organes d'intoxication (les «médiats») pour appuyer ces objectifs.

Déjà, l'armée finance de nombreuses recherches universitaires avec la plus grande discrétion, surtout lorsqu'il s'agit d'armes bactériologiques, où de modifications du «comportement».



Les étudiants qui luttent contre l'université bourgeoise doivent faire connaître largement ces aspects «cachés»

de la recherche universitaire, si révélateurs de la fonction de l'université.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE MITTERRAND

Après Barre, Mitterrand tente de rassurer les capitalistes

Parfaitement à son aise dans les locaux du Palais Bourbon, bien plus que dans les manifestations qu'il évite, Mitterrand a tenu hier après-midi une conférence de presse selon les rites. Les journalistes ont posé les questions habituelles, dont ils savaient la réponse, et Mitterrand a fait les réponses attendues, et les mots d'esprit de bon ton, inévitables dans ce genre de prestation.

Il n'y avait presque rien qui ne méritât de retenir l'attention, Mitterrand simplement cherchait à occuper le devant de la scène. Ce qui a semblé le préoccuper le plus, c'est tout comme le gouvernement, la baisse de la Bourse et du franc. Barre a fait mercredi une déclaration très «ferme» pour rassurer les actionnaires et les possesseurs de capital : il est hors de question d'instituer un impôt sur le capital. Mitterrand a pour sa part répété ce qu'il avait déjà dit aux patrons au

forum de l'Expansion, à savoir que les nationalisations seraient limitées à cinq et que les porteurs d'action seraient indemnisés selon la même méthode que celle employée lors de nationalisations consécutives à la Libération. Mitterrand l'a souligné, les possesseurs de capitaux s'en porteront fort bien, tels la CGE citée par lui en exemple, qui a édifié une part de sa fortune grâce aux indemnités de sa participation dans ce qui devint l'EDF. Et pour montrer son sens des respon-

sabilités d'homme d'Etat bourgeois, il s'est engagé à ne pas aggraver par ses déclarations les difficultés du gouvernement. «Je me rends compte, a-t-il dit, à quel point la situation est difficile, je désirerais même dire ce qui peut contribuer au redressement».

Et il a exhorté le gouvernement : «Agissez mieux, vous vous êtes trompés, il est encore temps de changer, avertissez l'opinion publique». L'approche de l'horizon 78, et des responsabilités gouvernementales, avec Giscard amènent le PS à renforcer sa crédibilité auprès des patrons, c'était le but de la décision de participer au forum de l'Expansion, c'était aussi l'image que Mitterrand essayait de se donner à cette conférence de presse, c'est aussi la raison des réticences et des freins mis par l'intermédiaire de la confédération CFDT au développement des luttes. Il est clair que la perspective électorale de 78 quelle qu'en soit l'issue : coalition giscardienne ou union de la gauche majoritaire, ne peut rien changer à la situation des travailleurs, ce sera avec une autre étiquette encore l'austérité. Seules nos luttes, peuvent faire céder les patrons et mettre en échec l'austérité.

SOUTIEN À LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

HIER À PARIS MANIFESTATION D'OVERKAMPF À GAMBETTA

Jeudi 14 octobre, à l'appel de plusieurs organisations dont le PCRml, une manifestation de soutien à la Résistance Palestinienne et au mouvement National Libanais a eu lieu à Paris. Derrière les drapeaux Palestiniens en tête du cortège les participants au nombre de plusieurs milliers ont vigoureusement condamné l'agression syrienne au Liban. C'est aux mots d'ordre de «Troupes syriennes hors du Liban», «Assad assassin, Giscard complice», «Soutien total à l'OLP», «Mouvement National Libanais solidarité», que la manifestation très militante a traversé les quartiers populaires du 20^e d'Oberkampf à la place Gambetta.

ITALIE : LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE CONTRE LE PLAN ANDREOTTI
LES TENTATIVES DU PCI

PLAN D'AUSTÉRITÉ ET COMPROMIS HISTORIQUE

Les grèves s'étendent partout en Italie contre le plan d'austérité d'Andreotti. Dans cette protestation de plus en plus massive qui frappait hier Venise, Reggio, Bari, Naples ; une opposition de plus en plus nette se fait contre le PCI. Celui-ci condamne les mouvements qu'il qualifie de corporatistes et qui bloquent les transports en commun de Naples. Dans certaines villes comme à Turin les

syndicats organisent autant de manifestations séparées qu'il y a de secteurs en lutte. Devant la montée des luttes qui s'étendent comme une tâche d'huile dans toute l'Italie, les directions syndicales ont brutalement fait volte face «*Nous ne sommes pas contre ces grèves*» a annoncé le responsable révisionniste de la CGIL, avant de proposer aux autres syndicats d'organiser une grève générale.

«C'est la combativité des travailleurs qui va soutenir les propositions que nous commençons à faire pour corriger les mesures gouvernementales, en particulier la hausse du prix de l'essence que nous considérons comme injuste et inacceptable dans les formes actuelles» déclare Pajetta l'un des responsables du PCI. Le parti révisionniste tente d'utiliser la volonté de lutte des masses pour s'imposer face au gouvernement.

«Nous avons vis-à-vis du

gouvernement des vigilances et des critiques permanentes pour stimuler, pour infléchir la politique, pour faire mûrir un processus qui est engagé dans le pays» poursuit Pajetta.

Toute la stratégie du PCI est de parvenir à la faveur du puissant mouvement de masse à imposer le «compromis historique», la grande alliance gouvernementale entre la démocratie chrétienne et les révisionnistes.

Du même coup, le PCI tente de détourner le mouvement de la classe ouvrière vers un soutien à ses propres mesures contre l'inflation.

Avant le mouvement de grèves qui s'étend, le PCI appelait «au sacrifice». Dans tout le pays il a lancé des grandes campagnes pour faire admettre à la classe ouvrière que l'inflation «est le plus grave danger». Maintenant il met l'accent sur les correctifs à apporter au plan Andreotti dont il défend l'essentiel : faire

payer à la classe ouvrière le prix de la crise. Mais c'est la même politique qui est en œuvre : que le PCI parvienne au gouvernement.

Au bord du pouvoir, le PCI affronte le mouvement de la classe ouvrière pour le détourner. Un grand mûrissement est en cours dans toute l'Italie : avant même d'être au gouvernement, le projet du PCI est combattu par la classe ouvrière qui se révolte contre le plan Andreotti.

EXPÉRIENCES D'ARMES NUCLÉAIRES SOVIÉTIQUES

L'Union Soviétique a procédé récemment à l'expérimentation d'armes nucléaires, au cours d'expériences souterraines.

Ces expériences sont à la limite de la puissance prévue par les récents traités de limitation des essais nucléaires signés entre l'URSS et les USA.

L'URSS cherche aujourd'hui à mettre au point des armes nucléaires de puissance moins forte que les grosses bombes, pour équiper les missiles à moyenne portée et les armes nucléaires tactiques. Depuis la signature de ce traité, l'URSS a procédé à quatre essais de cette sorte. Elle a équipé ses forces d'Europe Centrale en missiles en moyenne portée en reconvertissant des missiles balistiques.

DES TRAITÉS POUR COUVRIR LES PRÉPARATIFS DE GUERRE

C'est un chiffon de papier que les Etats Unis et l'URSS se sont donné le droit de violer en signant un protocole d'application qui prévoit que chaque pays pourra dépasser les limites fixées par le traité deux fois par an. Ces traités ne limitent en rien la course aux armements, ils lui donnent au contraire libre cours en couvrant du masque de la recherche de la paix les préparatifs de guerre qui se tiennent dans les limites du traité, limites fixées par les besoins des deux super-puissances en armements.

● ISLANDE : L'URSS TENTE DE FAIRE INTERDIRE UN MEETING L'ambassade d'URSS en Islande a exigé qu'un meeting contre l'occupation de la Tchécoslovaquie, et dénonçant les dangers de guerre que font planer les super-puissances soit interdit, parce que «violant les accords d'Helsinki». Après la tenue du meeting l'ambassade a protesté. C'est là l'esprit des accords d'Helsinki : l'URSS les utilise pour tenter de menacer un petit pays pour l'obliger à se plier à sa volonté.

Ces traités prévoient que les explosions ne doivent pas dépasser 150 kilotonnes par essai. Cet accord camoufle le fait que les Etats-Unis et

En bref...

● Le ministre des affaires étrangères de la République Populaire de Chine a été reçu par Giscard d'Estaing. Il a accompli cette visite sur le chemin du retour de l'Assemblée générale de l'ONU, où il avait prononcé un discours dans lequel il rappelait les principes essentiels de la politique étrangère de la République Populaire de Chine : mettre en échec les tentatives hégémoniques des Etats-Unis et de l'URSS et soutien total aux luttes des peuples pour leur indépendance et aux pays du Tiers Monde dans leur combat contre le pillage impérialiste.

● AFRIQUE AUSTRALE : Vorster a affirmé qu'il apportait tout son soutien à Ian Smith en prévision de la Conférence de Genève sur la Rhodésie. La situation de Smith et Vorster est de plus en plus difficile car les mouvements de libération ont rejeté le plan Kissinger.

● ESPAGNE : Un dirigeant des commissions ouvrières est arrêté à la suite des grèves dans les «potasses de Navarre». Il avait été licencié à la suite de ce mouvement.

ETATS-UNIS : 50 % D'ABSTENTIONS PRÉVUES



Des travailleurs noirs et blancs d'une université affrontent la police au cours d'une manifestation contre le racisme à l'école...



Des ouvriers agricoles de Californie empêchent les camions de forcer leurs piquets de grève...

Il y aura un record d'abstentions lors des élections américaines prévoient les sondages. Peut-être plus de 50% !

Tandis que Carter et Ford s'envoient des coups bas, et font de médiocres apparitions télévisées, des grèves, des manifestations ont lieu dans un très grand nombre de régions des Etats-Unis, contre le racisme à l'école, contre les bas salaires et les conditions de travail.

Les élections américaines ne répondent en rien aux revendications précises qui animent ces mouvements, qui s'ils n'ont pas de débouché politique immédiat, traduisent un profond mécontentement, qui bouleversera la politique américaine.

LES MENACES DE L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN

«Toute participation communiste à un gouvernement d'un pays européen, impliquera nécessairement de la part des Etats Unis, un changement de relations avec ces pays», a déclaré l'ambassadeur yankee en France, Kenneth Rush. Il renouvelle ainsi les menaces de Kissinger à l'égard des pays européens, dont les Etats Unis prétendent régler les affaires.

Rush a dirigé directement ces menaces contre la France en affirmant «Nous poursuivons actuellement avec la France, une politique visant à rechercher un certain nombre de solutions aux grands problèmes auxquels le monde est confronté afin de parvenir à un mieux être des peuples. C'est ainsi que Rush désigne le rapprochement

de Giscard avec les Etats Unis et le fait que sur de nombreux points Giscard se soit fait l'intermédiaire des désirs américains, tant à l'égard du Tiers-Monde qu'à l'égard de l'Afrique du Sud par exemple.

La déclaration de Rush est une menace pure et simple d'intervention américaine en France comme dans tout pays européen où la main mise américaine serait menacée. Tandis que les Etats Unis reconnaissent la suprématie soviétique à l'Est, ils veulent maintenir et renforcer la leur à l'Ouest les USA prétendent définir la politique des pays européens. Mais au delà de ces exigences, se profile la volonté américaine d'intervenir en France même par tous les moyens contre tout mouvement révolutionnaire.

● ANGOLA : Des dizaines de villageois de la région de Huambo ont été assassinés, annonce la radio de Luanda. Cette province était le centre de L'UNITA. Actuellement, ce sont les troupes cubaines qui en assurent l'occupation. Les auteurs sont inconnus.

● DJIBOUTI : Le gouvernement n'est pas hostile au maintien des troupes françaises à Djibouti, a proféré Stirn à l'Assemblée. Mais le peuple de Djibouti lui, y est hostile et personne ne lui fera accepter la poursuite de l'occupation de son territoire.

INTERNATIONAL

SUR TOUS LES FRONTS L'ALLIANCE SYRIE ISRAËL SE RESSERRE

La collaboration militaire de plus en plus étroite entre Israël et le régime syrien est de plus en plus élatante.

Les troupes syriennes ont lancé trois offensives : contre Saïda, contre Beyrouth, contre Jbaa. Sur le front de Saïda, les troupes syriennes sont appuyées par les patrouilles des vedettes et des destroyers sionistes, qui arraisonnent de plus en plus systématiquement les navires qui entrent et sortent de Saïda empêchant tout ravitaillement du port.

Ces mêmes navires apportent un soutien à l'armée syrienne sur le front de Beyrouth : ils ravitaillent en armes américaines et en munitions les bandes fascistes qui ont déclenché de violents bombardements dans Beyrouth quand les troupes syriennes attaquaient Aley.

Sur le front du Sud, notamment dans la région de Marjeyoun, les troupes syriennes tentent de faire leur jonction avec les mercenaires d'Israël. Aujourd'hui les fascistes libanais qui combattent au Sud Liban sont sans fard directement des soldats de l'armée israélienne, qui les équipe, dispose leurs forces, dirige leurs opérations, ils sont l'instrument de l'invasion israélienne du Sud Liban. L'attaque contre Jbaa par les troupes syriennes est une tenaille avec les troupes mercenaires pour couper la région de l'Arkoub du reste du Liban. Israël et ses mercenaires ont commencé à attaquer cette importante zone palestinienne qui était la grande base de combat de la résistance pendant la guerre d'Octobre. Cette collaboration directe est manifeste également à proximité de Saïda où des troupes formées par

Israël ont lancé des attaques contre des villages du Sud tandis que Assad lançait ses blindés pour couper Saïda de Beyrouth à partir de l'Est. Syriens et sionistes préparent ensemble l'encerclement de Saïda.

En livrant le sud Liban, en liquidant la base de l'Arkoub qui menaçait en permanence Israël, Assad ne donne pas seulement un coup de poignard dans le dos du peuple palestinien, ne liquide pas seulement le Liban, il desserre l'étau des pays et des peuples arabes contre Israël, il donne à Israël une garantie. C'est la plus criminelle des trahisons à laquelle a eu à faire face le peuple palestinien et tous les peuples arabes.

LA POLITIQUE CRIMINELLE DES USA, DE L'URSS

Non content de liquider tout le Sud Liban, Assad

prépare une offensive contre Tripoli qui résiste depuis deux mois à un blocus complet. Des unités de blindés et d'infanterie sont arrivées à proximité.

Cette trahison, cette criminelle tentative de liquider deux peuples arabes, est

montée par les USA et l'URSS qui ont armés et encouragés Assad et Israël. Depuis le début ils ont poussé les Arabes à combattre les Arabes, les Libanais à combattre les Libanais. Ils ont cherché par les fascistes libanais et par Assad à soumettre les

peuples libanais et palestiniens aux intérêts des USA et de l'URSS ; en tentant de les obliger à renoncer à tout combat contre Israël et à laisser USA et URSS se partager le Moyen Orient.

G. CARRAT



A Bandhoum, hier matin, la Résistance Palestinienne face aux chars syriens.

ARMES SOVIÉTIQUES POUR LE PÉROU

Le Pérou a retenu les propositions soviétiques pour l'achat de 36 avions de combat, alors que les Etats-Unis faisaient attendre leur réponse pour une vente de 18 Northrop. C'est une brutale tentative soviétique pour pénétrer au cœur même de la zone réservée des Etats-Unis, au moment même où ceux-ci ont resserré leur domination à l'aide du « régime gorille ». Au Pérou, il y a quelques semaines, un mini coup d'Etat pro-américain, s'est effectué, tandis que Lima et les zones des mines sont quadrillées.

L'URSS n'a pas été à pratiquer un dumping pour arracher le marché au gouvernement péruvien. Les armes sont vendues à des crédits à très long terme à bas taux d'intérêts : tout indique que ce marché est le premier pas effectué par l'URSS pour regagner des positions dans le gouvernement péruvien, contre les USA.

DES CHARS SOVIÉTIQUES DANS LES ZONES MINIERES

Pendant ce temps 200 chars T 55 sont en opération dans la zone minière d'Arequipa non loin de la frontière avec le Chili. Ce sont eux qui quadrillent la zone, impose le couvre feu, font respecter l'état d'urgence. C'est un véritable symbole : les peuples n'ont rien à attendre des rivalités USA-URSS.

LES CONFLITS HISTORIQUES MOYENS D'INTERVENTION DES SUPER-PUISSANCES

L'URSS se saisit des conflits existant entre divers pays de la région et attise par les USA pour mettre la patte en Amérique Latine : le Pérou cherchait des avions



pour compenser l'avantage pris par le Chili à la suite d'achats US, alors que Pinochet revendique une zone du Pérou ainsi que la Bolivie. L'Equateur au nord revendique une partie de l'Amazone. Les Etats-Unis en attisant ces conflits divisaient pour régner. Aujourd'hui l'URSS s'empare de ces divisions pour doubler les USA.

Cette course entre les deux super puissances qui se traduit par une course

aux armements entre les pays latino-américains peut entraîner à tout instant la guerre, dont chacune USA et URSS chercheront à tirer le bénéfice en intensifiant leur contrôle sur les pays en guerre.

G.C.

● **BRESIL** : Un flic a abattu dans un commissariat un prêtre venu s'informer sur le sort des détenus. A près l'avoir roué de coups, le policier lui a tiré une balle dans la tête sous les yeux de l'évêque qui l'accompagnait menacé lui aussi par d'autres policiers armés. Les familles de paysans de cette région sont soumises aux pires crimes de la police, dans le commissariat du Mato Grosso de nombreux prisonniers sont torturés.

● **THAILANDE** : TANDIS QUE LA REPRESSION VIOLENTE SE POURSUIT : dans Bangkok, le responsable des affaires étrangères de la junte fasciste a annoncé qu'il fallait immédiatement renouer de bonnes relations avec les Etats Unis. Le couvre feu a été imposé dans la région pendant toute la journée d'hier.

● **ARGENTINE** : Un prêtre ouvrier a été enlevé au cours d'une réunion dans un bidonville par un groupe fasciste, venu en voiture et armé de mitraillettes.

Des bombes à dépression pour Israël

Dans la formidable livraison d'armes faite par les Etats Unis à Israël, il y a de grandes quantités de bombes à dépression qui ont été utilisées à la fin de la guerre du Cambodge contre les zones libérées et dans les derniers jours du régime Thieu à Saïgon, notamment au cours de la bataille de Xuan Loc.

Ces bombes permettent de toucher des points inaccessibles pour des bombes normales, tels que caves, abris souterrains et blockhaus.

Ainsi les USA donnent les moyens à Israël de paralyser les systèmes de défense de n'importe lequel de ses voisins pour une attaque éclair. Mais en même temps Israël peut organiser de véritables massacres : on se souvient que l'aviation israélienne avait bombardé avec des bombes à billes des écoles égyptiennes avant la guerre d'octobre 73, on se souvient qu'Israël avait largué dans le Sud Liban des jouets piégés pour que soient tués les enfants palestiniens, on se souvient qu'Israël a rasé des zones entières du Sud Liban pour massacrer les Palestiniens. Les bombes livrées à Israël sont une menace pour toute la population du Sud Liban, mais aussi pour tous les pays arabes voisins car Israël les utilisera pour assassiner le plus grand nombre d'habitants pour garantir sa

«sécurité». La sécurité d'Israël, c'est l'insécurité, la menace permanente contre les peuples.

Ces bombes sont accompagnées de moyens de détection par la chaleur, utilisée pour guider les bombardements au Vietnam et de multiples autres appareils électroniques d'agression et de génocide.

Mais aussi Israël a été doté de 160 nouveaux chars lourds M 60 sans doute pour remplacer en partie ceux livrés aux phalanges, mais aussi pour permettre à l'Etat sioniste de se lancer dans une grande attaque terrestre dans le Sud Liban notamment pour appuyer ses supplétifs fascistes libanais par exemple et imposer son expansion jusqu'à la rivière Litani.

Les livraisons d'armes américaines sont des préparatifs immédiats pour une guerre dans laquelle les sionistes auraient les moyens de mener de véritables actions de génocide.

DES MACHINES A TUER

«Ce sont pas des armes mais des machines à tuer», affirme le commentateur du film réalisé par l'armée américaine pour présenter les bombes. Ces bombes explosent à une hauteur définie à l'avance, libérant un produit inflammable qui s'enflamme en se pulvérisant sur une grande surface, ce cercle de feu crée une déflagration qui écrase les corps, ensuite tous ceux qui se trouvent dans la zone sont brutalement privés d'air, la bombe aspire tout l'air, y compris celui qui est dans les poumons pour combler le vide crée par la déflagration.

PAYSANS EN LUTTE

LES PAYSANS DE LA MANCHE ET LES CONSEQUENCES DE LA SECHERESSE

Interview d'un petit paysan RÉALISÉ PAR NOTRE BUREAU DE PRESSE DE CAEN

La Manche, un département agricole durement touché par la sécheresse. La majorité sont des petits paysans puisque deux sur trois ont moins de quinze hectares. Le lait représente 50 % de la production de la Manche. Nous sommes allés discuter avec M. M., dont la ferme est située en plein pays laitier vers Villedieu-les-Poêles. Militant paysan, nous avons discuté avec lui des conséquences de la sécheresse, des mesures du gouvernement, des perspectives de lutte à la campagne, de l'unité ouvriers-paysans aujourd'hui.

— *Quotidien du Peuple* : Peux-tu faire le point sur la situation des petits paysans aujourd'hui après la sécheresse ? Le gouvernement a-t-il dit en effet que le revenu paysan ne baisserait pas, qu'en penses-tu ?

— M. : C'est faux ! Au moins pour le petit paysan : la baisse de production du lait est de 20 %, mais en fait elle est beaucoup plus grande. En effet, il a fallu mettre les mêmes engrais dans les terres, il y a eu plus de travail (transport du fourrage...), le fermage que l'on a payé à la St Michel est calculé dans la Manche sur le prix du beurre, du lait et de la viande. Ceux-ci ont augmenté, la propriétaire a donc touché plus, ce qui revient à rétribuer plus cher la propriété que le travail. Enfin, pour que les vaches produisent à 80 %, il a fallu acheter de la nourriture à l'extérieur, vendue bien plus cher que l'an passé à cause de la spéculation : le maïs par exemple a augmenté d'un tiers. Tout cela fait que le lait coûte aujourd'hui au petit paysan plus cher qu'il n'est vendu, d'une part à cause de la perte de production et d'autre part à cause des coûts élevés de la production.

— QdP : Il y en a qui ont bénéficié de la sécheresse. Lesquels à ton avis ?

— M. : Moi, je vois quatre catégories à la campagne

par rapport à la sécheresse :

Les plus touchés sont les petits paysans qui ont moins de quinze hectares et sont les plus nombreux. Pour eux, c'est la survie ou la ruine.

Il y a les paysans moyens qui ayant souvent les trois quarts de leur matériel endetté au Crédit Agricole vont avoir une perte importante et vont voir leurs revenus baisser et auront donc de grosses difficultés à s'en sortir.

Il y a les gros paysans, ceux qui ont de quarante à trois cents hectares qui ne sont pas touchés, car ils ont une trésorerie, de l'argent d'avance. Ils vont même pouvoir spéculer sur le fourrage, les prêts...

Enfin, il y a les bénéficiaires de la sécheresse, ceux qui en profitent : ce sont les grands céréaliers qui, non touchés par la sécheresse ont, de plus, vendu leur paille (que d'habitude ils brûlent) et des fourrages dont on constate une hausse importante de la demande. Les prix augmentent et ils font de gros bénéfices. Ce sont également les marchands de bestiaux qui, à leur prix, achètent les bêtes que les petits paysans ne peuvent plus nourrir et qui n'ont pas d'argent d'avance pour les fourrages qui parfois ont doublé. Ils vont faire des millions en revendant double prix les bêtes maigres achetées en solde. Bien sûr, il y a aussi les propriétaires qui vont

augmenter leur fermage, mais ce n'est pas tout : avec la hausse du prix du maïs, certains ont trouvé plus intéressant de louer leurs terres à des entrepreneurs du maïs et de le revendre ensuite aux marchands de bestiaux, ce qui va accroître l'insécurité de la terre pour les fermiers et la hausse des fermages pour ceux qui restent.

En fait, grâce à la sécheresse, la restructuration de l'agriculture voulue par le gouvernement depuis plus de deux ans va s'accroître avec la liquidation des petits. Tiens regardes par exemple, un responsable de la FNSEA, président de l'ULN (Union Laitière de Normandie) est en train de monter une étable de quatre cents vaches et possède déjà trois fermes de quatre à cinq fois plus grande que la moyenne de la Manche. Celui-là, il n'a pas dû souffrir trop de la sécheresse.

— QdP : Les mesures Bonnet, d'après toi, poursuivent quel but ?

— M. : D'abord, la prime à la vache, c'est très insuffisant pour les petits paysans, il aurait fallu une aide bien plus importante par exploitation et non par vache. Pour moi, c'est une mesure électorale. D'un côté, le gouvernement, grâce à la sécheresse, favorise la restructuration, de l'autre, il donne une aumône pour tenter de garder les voix des petits paysans. Et puis, s'ils n'avaient rien donné du tout, les petits paysans feraient faillite tout de suite et tous ensemble. Avec les primes, c'est une survie temporaire, ils vont « mourir de manière échelonnée », c'est une manière d'éviter la révolte.



Quant aux prêts, alors ça c'est pour les gros, car pour emprunter il faut avoir la surface minimum d'installation, or les deux tiers des paysans de la Manche ne l'ont pas. Ils ne pourront donc pas bénéficier des « prêts bonifiés ». Au Crédit Agricole, plus tu es en difficulté, moins on te prête. Par contre, je connais des gros qui n'ont pas besoin d'argent mais qui vont emprunter dans ces conditions intéressantes et reprêter plus cher eux-mêmes. Ils vont tirer ainsi de gros bénéfices de la spéculation.

— QdP : Sur quoi penses-tu que vont porter les luttes des petits paysans dans la période qui vient ?

— M. : Il faudrait pouvoir mener des luttes sur le fermage, car dans la Manche on a habitué les petits paysans à considérer la propriété comme sacrée et ayant plus de valeur que le travail. Le petit paysan a tendance à se refermer sur lui-même face aux difficultés. Aujourd'hui, nous devons l'aider à prendre lui-même en main ses problèmes sans les gros paysans. C'est difficile ! La FNSEA entretient depuis longtemps le mythe de la nécessaire unité de tous les paysans tout en défendant les intérêts des gros. De plus, elle développe l'idée que la sécheresse est un fléau naturel qui touche également tous les paysans et que c'est donc l'ensemble de la profession qu'il faut aider (la FNSEA s'est prononcée contre le plafond du plan-vaches du gouvernement sous prétexte de ne pas pénaliser les paysans ayant eu le « courage » de

se moderniser). Le plan-paille en juillet et le plan-maïs aujourd'hui lui ont permis de maintenir son influence en étant en contact avec l'ensemble des paysans. Cela a fait reculer, à mon avis, l'idée de la lutte en confortant l'idée d'une soi-disant « solidarité » à l'intérieur de la profession. Enfin, ces deux plans ont signifié un surcroît de travail pour nous. Débordés, on n'a pas eu le temps de réfléchir, de s'informer.

— QdP : Pourtant, dernièrement il y a eu une lutte vers Avranches contre un spéculateur.

— M. : Oui ! C'était un marchand de vaches qui possède quatre hectares de maïs. On l'a empêché de sortir le maïs de son champ et on l'a obligé de promettre la vente aux petits paysans qui en ont besoin. Cela nous a permis, non seulement de remporter une petite victoire, mais aussi de dénoncer largement la spéculation. Ce marchand achète les vaches en solde, il prend le maïs, empêche un fermier de s'installer et il est soutenu par le gouvernement. Le fait que l'on ait fait ça, c'est positif, le petit paysan prend confiance dans ses forces.

— QdP : Contre le plan Barre, les mesures Bonnet, l'austérité, comment vois-tu l'unité ouvriers-paysans ?

— M. : Le problème, c'est qu'aujourd'hui les ouvriers n'ont pas de grands moyens d'information qui leur permettent de montrer largement dans les campagnes ce que repré-

sente le plan Barre dans les villes et en quoi ce n'est pas juste que ce soit eux qui payent la sécheresse. Le paysan, il est informé par la télé, la presse et la FNSEA qui lui disent que les ouvriers refusent d'aider les paysans dans la misère. Il faudrait aussi que les paysans puissent expliquer aux ouvriers leur véritable situation, la misère dans laquelle ils sont, et que ce sont les gros qui vont empocher les aides.

Plus les petits paysans comprendront que ce sont les gros de la campagne qui doivent payer la note, plus ils se rapprocheront de la classe ouvrière. Il y a déjà du changement aujourd'hui, mais il y a encore beaucoup de questions. Ce qui est positif, ce sont les rencontres directes entre ouvriers et paysans et le coude-à-coude dans la lutte comme nous essayons de le faire avec les travailleurs de Claudel.

F., jeune paysan arrive. Il vient prendre des tracts faits avec les « Claudel », appelant à la mobilisation pour le tribunal. La discussion continue sur le plan Barre, ce qu'il représente. Est-ce une simple continuité, ou une attaque sans précédent ? Et Chirac, aurait-il fait pareil ? Comment réaliser l'unité avec les ouvriers ? Pourquoi, dans les syndicats ouvriers y a-t-il des gens qui freinent la mobilisation ? On pensait au départ que tout allait bien chez les ouvriers, mais il semble qu'eux aussi aient à se battre dans leurs syndicats... Les questions sont brûlantes. En discuter avec les militants ouvriers qui se les posent, voilà une nécessité urgente sur laquelle nous sommes vite d'accord.



le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

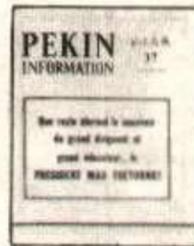
CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

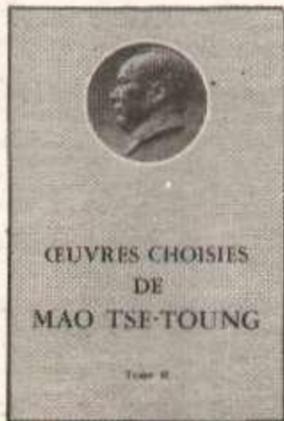
● **A un abonnement au choix à :**

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● **Et à un livre ou un disque au choix**

PARMI LES LIVRES



- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tse-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES



- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● **Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»**

● **Sur présentation de la carte**

(abonné-ami

du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Keraumont à Lannion.
- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

.....

Ville

Camarades,
Je suis militante de l'UCJR dans le cercle du 18^{ème} et c'est l'exemple de la camarade de Chatenay qui me décide à prendre un abonnement. Je pense, comme elle, qu'il est important de bien connaître le QdP, c'est-à-dire de bien connaître les luttes ouvrières et paysannes dont il parle abondamment, les luttes contre l'impérialisme et le colonialisme que la bourgeoisie déforme toujours de façon écœurante... (Palestine, Afrique du sud...)

Une remarque : il arrive parfois que l'on retrouve, des lettres d'abonnement 2 et même trois 3 fois de suite. Pourquoi, dans ce cas là, ne pas mettre un extrait d'un poème albanais, d'une chanson de Gilles Servat ou d'un chant de la résistance Palestinienne ?

Salutations communistes
FC

parmi vos lettres...

LA GAUCHE INTROUVABLE

Le détestable régime actuel en France serait heureusement menacé, nous dit-on, par une opposition, dite de gauche, qui se croit et se dit assurée d'arriver prochainement au pouvoir. Ces combattants de la liberté sont connus sous les noms de «communistes», de «socialistes» et de «radicaux de gauche». Pour ceux-ci, la confusion est évidente : les radicaux, tout le monde le sait, sont comme les radis - roses en dessus, blancs en-dessous ; on ne peut donc être radical et de gauche. Les révisionnistes ne veulent plus du poing levé, ni de la dictature du prolétariat et n'ont changé que leur vocabulaire. Au moment

de la mort de Mao, les chinois leur ont renvoyé leurs condoléances hypocrites à la figure. Reste «le premier parti de France», le «nouveau P.S.», qui aurait 400 000 militants, 500 000 peut-être... à sa tête, l'espérance du renouveau est représentée par un vieux cheval de retour, le Rastignac de la Nièvre, bien connu pour ses exploits à Vichy. (récompensés par la francisque), par son activité onze façon inoubliable à la police, en 1954, et à la justice (sous Guy Mollet) en 1956. En 1954, son admirateur Jean Daniel le rappelait opportunément dans le «Nouvel Observateur» du 5/2/73 (hebdomadaire renfloué, en 1966 par

Claude Perdriel, c'est-à-dire par les millions d'Edmond de Rothschild), «On n'est pas innocemment ministre de l'intérieur ; on ne l'est pas non plus impunément». En 1956-1957, c'est encore Mitterrand, garde des Sceaux, qui est responsable de l'exécution de tant de patriotes algériens et du «meurtre légal» du militant communiste et cégétiste Fernand Yveton. C'est «ça» qui voudrait incarner le pays des droits de l'homme ? grand merci ! Il est juste de reconnaître, au demeurant, que Mitterrand a contre lui, dans son propre parti, l'opposition intérieure du CERES (25 %), dont le principal et dynamique animateur

(...), raillait, dès 1969, «les légions bedonnantes de la social-démocratie... cet alliage grossier de gérontocratie et de médiocrité». ajoutez à ce tableau l'entourage affairiste et sioniste de Mitterrand (...) et vous comprendrez que Mitterrand à l'Élysée, c'est Golda Meir à Paris (comme en janvier 1973, alors que le représentant de l'OLP, Mahmoud el-Hamshâri, agonisait des blessures infligées par les tueurs de l'Ukrainienne au cœur de pierre).
La gauche serait-elle introuvable ? Nous savons bien, nous, dans ce journal, où il faut la chercher.
Vincent MONTEIL
26/9/76.
Interné Résistant (1940-41)

L'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE COMMUNIQUE

Le peuple palestinien, la gauche libanaise ont besoin de notre soutien : réunion constitutive de l'association médicale franco-palestinienne du 14^e vendredi 15 octobre à 20 H 30, 32 rue Raymond-Lefranc, Paris 14^e avec projection du film «le 23^e cessez-le-feu».



203 65 61
de 11 h à 18 h.

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale BP 225,
75 924 PARIS Cédex 19
Crédit Lyonnais,
Agence ZU 470,
Compte n° 7713 J
Directeur de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

325 000 FRANCS

de
Roger VAILLAND

Éditions Buchet Chastel

23^e épisode

Elle sait comme toutes les femmes de Bionnas, que l'homme qui a commencé à travailler à la presse ne quittera plus jamais la presse. Faute de pouvoir augmenter le salaire horaire, il travaillera davantage d'heures. Il commencera par huit heures par jour à l'usine. Puis, pour pouvoir acheter une cuisinière à gaz ou un scooter, il fera des heures supplémentaires chez les artisans qui achètent d'occasion les vieilles presses à injecter. Il travaillera toujours plus longtemps; il mangera et dormira pour pouvoir travailler; et rien d'autre jusqu'à la mort.

Or, à Bionnas, il n'y a pas d'autres métiers que ceux de la matière plastique.

« Je veux quitter Bionnas, dit Marie-Jeanne. Voilà ma condition.

— Quand je serai passé coureur professionnel, nous pourrions quitter Bionnas.

— Soit, dit Marie-Jeanne. Nous attendrons pour nous marier que tu t'appelles Louison Bobet.

— Tant pis pour le vélo, s'écria Busard. Nous quitterons Bionnas cette année même. »

Il partit sans solliciter un nouveau baiser. Il avait peur à la voir si maîtresse d'elle-même. Un baiser du bout des lèvres eût été désespérant après tout l'abandon qui avait failli en faire sa maîtresse.

III

On ne vit pas Busard à Bionnas pendant toute une semaine. Il revint chez Marie-Jeanne, le mardi suivant, à neuf heures du soir, l'heure où il était autorisé habituellement à se présenter.

« Voilà, dit-il. Je suis allé à Lyon, où j'ai vu des camarades de régiment. Ils m'ont envoyé à Chalon-sur-Saône, chez des amis à eux qui m'ont envoyé à Mâcon. On nous propose la gérance d'un snack-bar qu'on achève tout juste de construire, entre Chalon et Mâcon, sur la grande route Paris-Lyon-Marseille-Côte d'Azur. Il passe en moyenne 350 voitures par heure. »

Il décrivit l'établissement. Un cube de béton blanc, à côté d'un poste à essence équipé de six pompes automatiques, éclairé au néon toute la nuit. Un bar, avec quinze tabourets, dix petites tables de quatre couverts. Logement de trois pièces pour les gérants. Et l'on voit défiler le monde entier, tout au long de l'année.

Il expliqua l'avantage des snack-bars. Que les automobilistes d'aujourd'hui n'aiment pas perdre de temps dans les auberges. Qu'ils préfèrent manger sur le pouce, pendant qu'on leur fait le plein d'essence; et que, s'ils ne veulent pas quitter leur siège, on leur porte un sandwich, avec du vin dans un gobelet de carton. Que le snack-bar, c'est l'avenir. Qu'en dix ans, avec leurs économies de gérants, ils deviendront propriétaires.

On leur demandait une caution de 700 000 francs. Son père lui donnait 150 000; la moitié de ses économies de petit artisan, polisseur des montures de lunettes qui sortaient à demi finies des presses à injecter. L'autre moitié constituerait la dot de sa sœur, Hélène, fiancée à un mécanicien de Plastoform.

Marie-Jeanne annonça que sa mère et elle avaient 225 000 francs placés à la Caisse d'Épargne. 150 000 + 225 000 = 375 000.

— Nous sommes encore loin du compte, dit-elle... Dommage, j'aurais aimé voir passer tous ces gens.

— Reste à trouver 325 000, dit Busard. J'ai mon idée là-dessus. »

Il se leva.

à suivre

UN LIVRE DE JEAN CHESNEAUX

LE MOUVEMENT PAYSAN CHINOIS

Mars 1927 : dans le Hounan, alors centre du mouvement paysan en Chine Mao Tsé-toung mène un mois durant sa célèbre enquête «*Sur le mouvement paysan*» au terme de laquelle il conclut : «*Nous devons, au plus vite, mettre un terme à tous les propos contre le mouvement paysan et corriger les mesures erronées prises par les autorités révolutionnaires à l'égard de ce mouvement. C'est seulement ainsi qu'on pourra contribuer au développement futur de la révolution. Car l'essor actuel du mouvement paysan est un événement d'une extrême importance... Dans peu de temps, on verra des centaines de millions de paysans se dresser, impétueux, irascibles, tel l'ouragan, et aucune force ne pourra les retenir... Ils mettront à l'épreuve tous les partis révolutionnaires, tous les camarades révolutionnaires qui auront à prendre leur parti. Nous mettrons à la tête des paysans et les diriger ? Rester derrière eux en nous contentant de les critiquer avec force ? Ou nous dresser devant eux pour les combattre ?*» Mars 1927 est une date clef. Comme le souligne Jean Chesneau dans son «*Mouvement paysan chinois*», «*C'est seulement à partir de 1927 qu'on peut réellement parler de révolution paysanne en Chine : c'est seulement à partir de cette date que le mouvement paysan s'insère autrement que de façon marginale dans un projet révolutionnaire proprement dit, susceptible de transformer fondamentalement l'ensemble de la société et donc la condition paysanne elle-même*».

Il y a donc un avant 1927 et un après 1927.

L'avant 1927, ce sont les luttes de la paysannerie chinoise, révoltes avortées,

dont Chesneau explique l'ampleur et la fréquence par la rigueur de la condition paysanne. «*Le paysan doit à la fois faire front dans trois directions : il tient tête au milieu naturel, au propriétaire foncier, à l'Etat*». Au milieu naturel, car, si le travail paysan est minutieux et incroyablement patient et savant, il faudra attendre la libération en 1949, pour triompher des conditions climatiques et hydrographiques. Au propriétaire foncier, car, si les paysans sont associés en communautés villageoises, ce qui l'emporte ce sont les facteurs de différenciation sociales à l'intérieur même du village : l'antagonisme entre paysans pauvres et propriétaires fonciers. A l'Etat, enfin, puisque le pouvoir des lettrés et mandarins se fonde autant sur l'exercice des fonctions publiques que sur le contrôle de la terre.

Les soulèvements paysans de l'ancienne Chine sont spontanés, expression d'une profonde lassitude et d'une recherche confuse d'un sort meilleur. Leur infrastructure originale, ce sont les sociétés secrètes comme le Lotus blanc, au nord, à dominante religieuse, ou le système de la Triade, au sud, plus politique. Mais les révoltes paysannes ne mettent en cause que les abus du système et non le système lui-même : impôts trop lourds, exactions d'un mandarin, cruauté d'un propriétaire foncier ou calamités diverses, et cela, au nom des principes confucéens, comme la justice. La pénétration impérialiste en Chine, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle amènera la transformation qualitative du mouvement paysan, qui résistera à cette pénétration, bien que, comme le souligne Chesneau, «*Cette résistance paysanne aux entreprises étrangères ne fut que*

particulière et circonstancielle à cette première étape ; ce n'est qu'au XX^e siècle que la masse de la paysannerie chinoise sera capable de s'engager de façon conséquente dans la lutte pour le «salut national» de la Chine, lorsque l'armée japonaise pénétrera dans les villages». Toutefois, la poussée paysanne jouera un rôle dont l'importance, longtemps ignorée, est analysée par Chesneau, lors de la chute de l'ordre impérial en 1911.

liances que les paysans sont capables de contracter avec d'autres forces sociales, confusion entre l'insoumission et le banditisme».

C'est le mouvement des «*Unions paysannes*», dont Mao-tse-Toung tire les conclusions politiques dans son «*enquête dans le Hounan à propos du mouvement paysan*». Ces analyses de Mao Tse-toung permettent dès lors d'organiser le mouvement paysan sous direction communiste. C'est l'après mars 1927.



Cette révolution «*si elle a transformé radicalement la forme même du gouvernement... n'a pas transformé la structure des relations sociales, et en particulier celle des rapports agraires. Les paysans, qui avaient contribué si activement à la chute de l'empire, restaient dans la dépendance à la fois des landlords (propriétaires fonciers) et des agents de l'Etat, même si ceux-ci apparaissent sous un nouveau nom*». Alors la paysannerie va reprendre la lutte, mais cette fois-ci en triomphant des limites antérieures de ses mouvements : «*étroitesse de la base locale, rudesse primitive des formes de lutte, archaïsme de l'idéologie, nature des al-*

Chesneau décrit le combat politique que Mao-tse-toung a dû livrer au sein du PCC pour faire de la paysannerie l'allié le plus fidèle et le plus fort numériquement du prolétariat chinois, contre les tenants de l'opportunisme de droite, favorables à la collaboration à tous prix avec le Kuomintang, ou de l'opportunisme de gauche, qui n'accordaient leur attention qu'au mouvement ouvrier. Tous oubliant le rôle de la paysannerie, le réduisant à une force d'appoint, à une «*arrière-garde*» (terme employé par Liou Shao-chi à l'égard de la paysannerie au III^e Congrès national des syndicats ouvriers en mai 1926).

à suivre

programme télé

VENDREDI 15 OCTOBRE

TF 1

17 h 30 - La grande cocotte
18 h 05 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Anne, jour après jour
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes (l'union libre)
19 h 45 - Alors raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Hommage à Jacques Charon (Le malade imaginaire de Molière)
22 h 15 - Ballet : Le septentrion
22 h 50 - Journal

A 2

14 h 00 - Les après midi d'antenne 2
18 h 00 - Fenêtre sur...

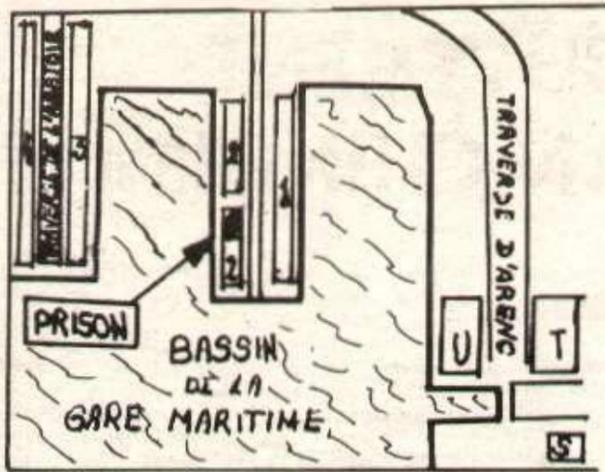
18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Chacun chez soi
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La poupée sanglante (feuilleton)
21 h 35 - Apostrophes (sur Henry Miller, Rainer Maria Rilke, Clara Malraux et Claire Goll)
22 h 40 - Journal
22 h 45 - Ciné club (Metello - film italien de Mauro)
00 h 20 - Fin

FR 3

19 h 43 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vendredi
21 h 30 - Méditerranée
22 h 20 - Journal

Exploitation, racisme, expulsions : être immigré en 76

LA PRISON CLANDESTINE DU PORT DE MARSEILLE



ON SEQUESTRE TOUJOURS DES IMMIGRES A ARENC! 2

Enquête réalisée par le «Collectif d'information sur Arenc», avec le Bureau de Presse de Marseille.

18 mois après sa dénonciation publique, la prison clandestine d'Arenc existe toujours, sur les quais du port de Marseille. Tous les jours, des travailleurs immigrés y sont enfermés, sans aucun moyen de se défendre, avant d'être expulsés. Pendant une période, celle qui a suivi la révélation de l'existence d'une prison clandestine, tout le monde (sauf le gouvernement bien sûr) s'est penché avec sollicitude sur «l'affaire d'Arenc». Deferre, dont la mansuétude vis-à-vis des travailleurs immigrés a été récemment jusqu'à envoyer l'armée pour briser leur grève (grève des éboueurs), s'était montré fort scandalisé. Le PCF avait fait donner ses élus... Rien n'a changé, pourtant, et les partis d'opposition ont oublié Arenc. Il y a une raison simple à cela : au delà de l'atteinte formelle

aux libertés que représente cette prison, c'est toute la politique de contrôle de l'immigration qui est en cause. Il existe en fait des centaines de prison d'Arenc en France, mais selon les cas, ce sont les cachots des commissariats ou des gendarmeries, les maisons d'arrêt, ou même les salles «de sécurité» des aéroports. En cas d'expulsion, tout comme à Arenc, le travailleur immigré peut y être séquestré, en dehors de toute assistance. Or cela, la gauche n'a pas du tout l'intention de le remettre en cause, bien au contraire, le contrôle de l'immigration est inscrit en toutes lettres dans le programme commun, pour les besoins de l'économie capitaliste. C'est cet aspect que nous abordons aujourd'hui, toujours à propos de la prison d'Arenc.

ILS FONT DU PROFIT SUR LES EXPULSIONS D'ARENCE !

En vérité, l'affaire d'Arenc introduit une nette démarcation politique. «La prison d'Arenc est efficace» à déclaré le Préfet Somveille. Elle est efficace comme instrument répressif dans une politique de contrôle de l'immigration.

QUAND LE PC ET LE PS JOUENT LES DÉMOCRATES

L'instrument répressif à été vivement critiqué puisqu'il crée une entorse grave au principe constitutionnel de la détention sous contrôle judiciaire et qu'il permet l'expulsion, autre acte policier, sans contrôle judiciaire. Mais la politique de contrôle de l'immigration ne suscite que peu de critiques chez les partis de gauche. Comment imaginer que le pouvoir abandonnerait une politique largement tolérée par l'opposition pour une «bavure» juridique qui ne dérange que quelques experts ?

Là est le point politique fondamental : les partis du Programme Commun sont explicitement favo-

rables à un contrôle de l'immigration et ne luttent pas pour l'unité du prolétariat, c'est-à-dire pour l'égalité pour tous les droits politiques entre les travailleurs français et immigrés.

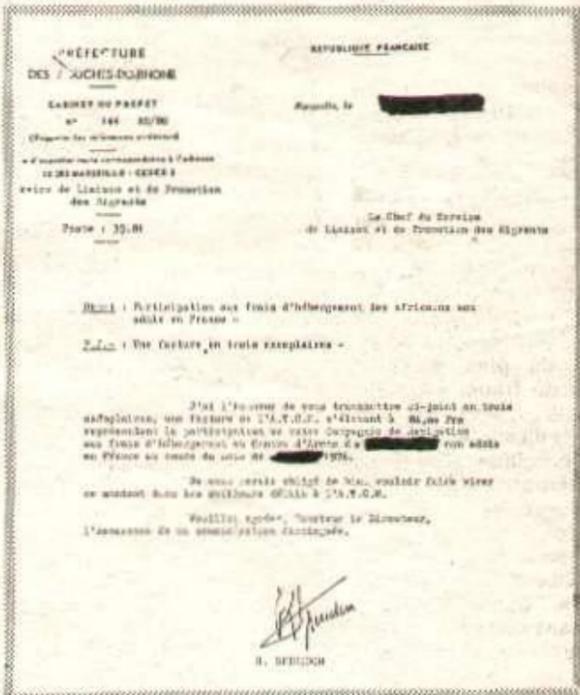
Or tant qu'un immigré aura besoin d'une carte de travail pour s'installer et tant qu'il pourra être expulsé sans protection, tant qu'un immigré sera juridiquement, politiquement considéré comme inférieur, il y aura ici ou là un Arenc pour matérialiser cette infériorité.

Le PCF et le PS ne pouvaient donc dénoncer Arenc qu'en paroles pour jouer les démocrates.

Du côté des organisations révolutionnaires, des efforts sincères n'ont pas abouti à de grands résul-

tats car il a manqué une force essentielle dans la lutte : celles de victimes directes, celles des travailleurs immigrés, malgré quelques tentatives courageuses mais isolées. De ce point de vue l'affaire d'Arenc est arrivé au pire moment, l'année où la crise de l'impérialisme et de la bourgeoisie française a condamné des centaines de milliers d'entr'eux au chômage et au départ de France.

L'impudence du gouvernement bourgeois autant que des partis de «gauche» est intolérable pour les travailleurs de la région marseillaise, français et immigrés, et la libération de tous les prisonniers illégaux d'Arenc est une nécessité impérieuse.



Les deux documents préfectoraux que nous publions aujourd'hui sont la preuve formelle que certains tirent un profit financier juteux des séquestrations arbitraires de travailleurs étrangers pratiquées au centre d'Arenc. Il s'agit d'une facture adressée par le chef du «Service de Liaison et de Promotion des Migrants» (belle dénomination pour un service dont la tâche est, entre autres de gérer la prison clandestine d'Arenc I), à une compagnie de navigation, au nom de l'«Association d'aide aux travailleurs d'outre mer». Ça concerne deux travailleurs africains venus en France cette année, jugés «indésirables», et immédiatement incarcérés à Arenc pendant quatre jours avant d'être refoulés. La facture est probablement adressée à la compagnie de navigation qui les avait fait parvenir à Marseille.

L'ATOM, qui doit donc percevoir de substantiels revenus du commerce des expulsions (en 1974, 3299 immigrés sont passés à Arenc, selon le ministère de l'intérieur, combien d'entre eux ont rapporté de l'argent à l'ATOM ?) s'est d'ailleurs spécialisée dans le rôle de

mouchard vis-à-vis de l'immigration africaine, du moins certains de ses responsables.

Des étrangers sont systématiquement traqués par l'ATOM, qui, de fait, a le pouvoir de faire expulser qui elle veut. Sous son statut d'organisme humanitaire para-officiel, cette organisation se livre en fait à un véritable contrôle policier de l'immigration, évitant ainsi à la police officielle certaines sales besognes, trop gênantes vis-à-vis de l'opinion publique.

L'un des responsables de cette organisation est d'ailleurs un membre fort connu du Parti Socialiste. Lorsqu'on connaît la pratique répressive de M. Deferre, maire de Marseille et secrétaire national du PS, vis-à-vis des travailleurs immigrés, cela n'est pas trop étonnant. D'autre part, les créateurs de l'ATOM, les dignes et honorables M. et Mme. Berpert perçoivent pour leurs activités au sein de l'ATOM de coquets émoluments, respectivement un million et quatre cent mille anciens francs par mois. La répression des travailleurs immigrés est bien récompensée !

Quel camp a choisi le syndicat CGT des dockers ?

La CGT est toute puissante sur les quais de Marseille et une mobilisation des dockers contre Arenc rendrait rapidement la situation de la prison intenable. Mais la direction du syndicat, entièrement contrôlée par le PCF, accepte la politique du contrôle de l'immigration du gouvernement et a préféré frapper... les distributeurs de tracts, en octobre 75. Tracts qui appelaient à la solidarité de classe avec les prisonniers d'Arenc et qui se terminait ainsi :

«Laisser aujourd'hui des travailleurs espagnols, arabes, africains séquestrés à Arenc, c'est laisser la porte ouverte à des atteintes aux libertés de tous les travailleurs.

Les travailleurs du port ont agi contre la dictature sanglante de Pinochet au Chili, contre les assassinats des anti-franquistes en Espagne, notamment en boycottant les navires de ces pays ; ils ont ainsi protesté contre le fascisme. Ils ne peuvent pas laisser s'établir des germes de fascisme sur les quais avec la prison illégale d'Arenc.

(collectif d'information sur la prison d'Arenc).

TENTATIVE D'ETOUFFEMENT PAR LE PCF

En avril 76, le Comité de défense des libertés se réunit pour examiner les projets de loi de Poniatowski sur les libertés - c'est-à-dire sur les atteintes aux libertés. Ce comité regroupe l'UD-CGT, l'UD-CFDT et la FEN, le syndicat de la magistrature, le syndicat des avocats de France et l'Association des Juristes Démocrates. Parmi les projets de Poniatowski, un concerne la prolongation de la garde à vue au delà de la durée légale actuelle de 24 h. Dans le communiqué commun rédigé en fin de réunion, une phrase indique que le pouvoir n'attend même pas d'avoir des lois pour réprimer ? puisqu'à la prison d'Arenc des gardes à vue de plusieurs semaines sont déjà pratiquées. Le représentant de l'association des juristes démocrates, un avocat du P.C.F. est chargé de diffuser le communiqué. Il est publié

le surlendemain dans «La Marseillaise», quotidien du P.C. et sous titré «grand quotidien régional de la démocratie», sans la

phrase sur la prison d'Arenc... qui a disparue. AUCUNE EXPLICATION, n'est fournie aux signataires du communiqué.